



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 DECEMBRE 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3293

PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE
EN CHANCELLERIE.

Québec, 17 décembre 1906.

Le vingtième jour de novembre mil neuf cent six, Monsieur Louis Albin Theriault, du Havre aux Maisons, instituteur, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral des Îles de la Madeleine.

L. G. DESJARDINS,
4129 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour de décembre 1906, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saint-Hyacinthe. — MM. Napoléon Préfontains, Rémi Pelletier et Isaïe Bédard, marchands, Elizée Chicoine, cultivateur, et Joseph Archambault, fromagier, de Marieville, dans le comté de Rouville.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd DECEMBER, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3294

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN
IN CHANCERY.

Quebec, 17th December, 1906.

The twentieth day of November, one thousand nine hundred and six, Louis Albin Theriault, esq., of Havre aux Maisons, teacher, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Magdalen Islands.

L. G. DESJARDINS,
4130 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of December, 1906, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saint Hyacinth. — Messrs. Napoléon Préfontaine, Rémi Pelletier and Isaïe Bédard, merchants, Elizée Chicoine, farmer, and Joseph Archambault, cheese maker, of Marieville, in the county of Rouville.

District de Montmagny.—Joseph Boutin, cultivateur, de Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, dans le comté de Bellechasse.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dixième jour de décembre 1906, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Alexandre Murray, comptable, de la ville d'Outremont, Herbert M. Levine, manufacturier, (652, Boulevard Saint-Joseph), Montréal, Wm. James Little, gérant, de la ville d'Outremont, Archibald A. Hodgson, marchand, (410, Pine Avenue), Montréal, Edward Ashworth Whitehead, agent d'assurance, du village de Dorval, Camille Perrault, notaire, (60, rue Notre-Dame Est), Gustave Beaudoin, fils, notaire, (Boulevard Saint-Denis), et Bernard Rose, (15, Avenue Verchères), cité de Montréal. 4127

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

▲ Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée *pro forma* au QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain.

MAINTENANT, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de maintenir cette date du dit QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le QUINZIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DEPECHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent six, et de Notre Règne la sixième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

District of Montmagny.—Joseph Boutin, farmer, of Notre Dame Auxiliatrice of Buckland, in the county of Bellechasse.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth December, 1906, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Alexandre Murray, accountant, of the town of Outremont, Herbert M. Levine, manufacturer, (652, Boulevard Saint Joseph, Montreal, Wm. James Little, manager, of the town of Outremont, Archibald A. Hodgson, merchant, (410, Pine Avenue), Montreal, Edward Ashworth Whitehead, insurance agent, of the village of Dorval, Camille Perrault, notary, (60, Notre Dame East street), Gustave Beaudoin, son, notary, (Boulevard Saint Denis), and Bernard Rose, (15, Avenue Verchères), city of Montreal. 4128

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued *pro forma* to the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next.

Now, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to maintain this date of the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the FIFTEENTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de décembre 1906, incorporant MM. David Queen, gérant, Robert A. Diplock, voyageur, James Power Rowley, agent d'assurance, George A. Campbell, avocat, et Justin Louis Devaux, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : construire, réparer, acheter, vendre, louer, échanger des engins, bouilloires, nettoyeurs des tuyaux de bouilloire et tous les accessoires et parties d'engin et de bouilloire d'iceux, et en faire le commerce ; acquérir et vendre toute patente ou droits de patente dans le but de mettre en opérations aucun et tous les susdits objets, en disposer et en faire le commerce, et de faire toutes choses en rapport ou nécessaires aux dits objets ou à aucun d'eux, et en général de faire les affaires de marchands, commerçants et manufacturiers des dits articles ou partie d'iceux, sous le nom de "The Vulcan Soot Cleaner", avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en trois mille sept cent cinquante (3750) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de décembre 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

4125

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quatorzième jour de décembre 1906, par lesquelles le fonds social de "La Compagnie des Eaux et de l'Electricité de Chicoutimi", a été augmenté jusqu'au montant de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisant le nouveau fonds social de cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), en douze cents cinquante (1250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzième jour de décembre 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

4123

Québec, 17 décembre 1906.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 15 décembre 1906, d'accorder, en faveur de M. Louis Albert Bédard, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Antoine Goyer, notaire public, du même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

4135

AVIS.

DANS LA COUR DE D'ÉCHIQUIER DU CANADA.

Une séance spéciale de la Cour de l'Échiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroit suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q.

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of December 1906 incorporating Messrs. David Queen, manager, Robert A. Diplock, traveller, James Power Rowley, insurance agent, George A. Campbell, advocate, and Justin Louis Devaux, barrister at law, of the city of Montreal, for the following purposes, viz : to construct, repair, buy, sell, let, exchange, trade and deal in engines, boilers, boiler flue cleaners, and all engine and boiler attachment and parts thereof ; and to acquire, buy, sell, dispose of and deal in any patent or patent rights for the purposes of carrying on any and all of the foregoing objects, and to do all such things as are conducive or necessary to the said objects or any of them, and generally to carry on the business of merchants and dealers in and in and manufacturers of the said articles, or part thereof, under the name of "The Vulcan Soot Cleaner", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into three thousand and seven hundred and fifty (3750) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, is in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of December, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

4126

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent supplementary have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1906, by which the capital stock of "La Compagnie des Eaux et l'Electricité de Chicoutimi" has been increased to the amount of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), dividing the new capital stock of one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00), into twelve hundred and fifty (1250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fifteenth day of December, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

4124

Quebec, 17th December, 1906.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor, has been pleased, the 15th December, 1906, to authorize, in favor of Mr. Louis Albert Bédard, notary public, practising and residing at Saint Rémi, county of Napierville, district of Iberville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Antoine Goyer, notary public, of the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

4136

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

A special sitting of "The Exchequer Court of Canada", for the trial of cases, &c., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting ; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q.,

Q., commençant mardi, le 12e jour de février A. D., 1907, à 11 heures a. m.

Par ordre,
L. A. AUDETTE,
Régistratre.

4203

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 12 décembre 1906.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-neuvième jour du mois de janvier prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le cinquième jour de février prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le douzième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,

4055 Greffier de l'Assemblée législative.

No 3900.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rivière-Ouelle, dans le comté de Kamouraska, les immeubles ayant au cadastre officiel de la paroisse N.-D. de Liesse de la Rivière Ouelle, les numéros 626, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 640, 641, 642, 643, 644 et 645, la partie de chacun des immeubles ayant au même cadastre les numéros 622 et 625, située au sud-est du chemin de traverse appelé "Le vieux chemin", et la partie de l'immeuble ayant le numéro 678 (chemin de fer Intercolonial), s'étendant depuis l'immeuble ayant au même cadastre le numéro 622, inclusivement, jusqu'aux immeubles ayant au même cadastre les Nos 644 et 645, inclusivement et annexer ces immeubles à la municipalité scolaire de Saint-Pacôme, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 4025.2

No 1281.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Ludger, dans le comté de Beauce, les biens-fonds connus au cadastre officiel du canton Marlow, sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 15 inclusivement, du 11e rang de ce canton et ceux connus, au même cadastre, sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 12 inclusivement, du 12e rang de ce canton, qui ne font partie d'aucune municipalité.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 4049.2

Québec, 23 novembre 1906.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Joseph Emilien Brais, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Pierre Brais, en son vivant notaire public, pratiquant en la ville de Longueuil, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3835.5

PROVINCE DE QUEBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS, P. Q.

Section des Bois et Forêts.

Québec, 7 décembre 1906.

Avis est par le présent donné que, conformément

commencing on Tuesday, the 12th day of February A. D., 1907, at 11 a. m.

By order,
L. A. AUDETTE,
Registrar.

4204

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 12th December, 1906.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty ninth day of the month of January next, that no private bill shall be introduced after the fifth day of February next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the twelfth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,

4056 Clerk of the Legislative Assembly.

No. 3900.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Rivière Ouelle, county of Kamouraska, the lots bearing on the official cadastre of the parish of N. D. de Liesse de la Rivière Ouelle, the numbers 626, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 640, 641, 642, 643, 644 and 645, the part of each of the immovables bearing on the same cadastre the numbers 622 and 625, situate to the south east of the cross road called "Le vieux chemin", and the part of the immovable having the number 678 (Intercolonial Railway), reaching from the immovable bearing the number 622, inclusively, to the immovables bearing the Nos. 644 and 645, inclusively, of the same cadastre, and to annex these immovables to the school municipality of Saint Pacôme, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1907. 4026

No. 1281.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to annex to the school municipality of Saint Ludger in the county of Beauce, the lots known on the official cadastre of the township Marlow as numbers 1 and following to 15 inclusively, of the 11th range of this township, and those known as numbers 1 and following to 12 inclusively, of the 12th range of this township, which do not form part of any municipality.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1907. 4050

Quebec, 23rd November, 1906.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Mr. Louis Joseph Emilien Brais, esquire, notary public, practising and residing in the town of Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Pierre Brais, in his lifetime notary public, practising in the town of Longueuil, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3836

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS, P. Q.

Woods and Forests Branch.

Quebec, 7th December, 1906.

Notice is hereby given that, conformably to sec-

aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, la limite à bois ci-après désignée, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elle est actuellement, sera offerte à l'enchère, au bureau de l'agent des terres de la couronne, en la ville de Joliette, le 10 JANVIER 1907, à DIX heures de l'avant midi.

Ottawa Inférieur.

Cantons Rawdon et Chertsey, comprenant certains lots du rang II du canton Rawdon et des rangs 1, 2, 3, 4 et 5 du canton Chertsey, d'une superficie totale de 13½ milles carrés.

CONDITIONS DE LA VENTE

La limite ne sera pas adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département. Elle sera adjugée au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée.

À défaut de paiement, elle sera immédiatement remise à l'enchère.

La rente foncière annuelle, de trois piastres par mille, est aussi payable immédiatement.

La limite, une fois adjugée, sera sujette aux dispositions des règlements concernant les bois de la couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Le plan et la description de la limite sont déposés au département des Terres et Forêts, à Québec, au bureau de l'agent des bois de la couronne, à Montréal, et au bureau de l'agent des Terres à Joliette, et ils seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu, si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

E. E. TACHÉ

3981.3 Sous ministre des Terres et Forêts.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication

tions 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limit hereinafter mentioned, at its estimated area, more or less, and in its present state, will be offered for sale at public auction, at the Crown Land Office, in the town of Joliette, on the 10th JANUARY, 1907, at TEN o'clock A. M.

Lower Ottawa Agency

Townships Rawdon and Chertsey, comprising certain lots in the 11th range of the township Rawdon and in ranges 1, 2, 3, 4 and 5 of the township Chertsey, containing an area of 13½ square miles.

CONDITIONS OF SALE.

The limit will not be adjudged at less than the minimum price fixed by the department. The limit will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

Failing payment, it will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile is also payable immediately.

This timber limit, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plan and description of the limit are opened for inspection in the Department of Lands and Forests, at Quebec, and at the office of the Crown Lands and timber agents at Montreal and Joliette, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

E. E. TACHÉ,

3982 Deputy-minister of Lands and Forests.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both langua-

(dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

3295

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne

(ges) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

3296

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the

télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer,

construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways,

chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

Demandes à la Législature

AVIS.

Elzéar Boivin, Raymond Hudon dit Beaulieu, Léonard Evariste Dubuc, Joseph Elie Massicotte et autres, de Chicoutimi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en corporation d'une compagnie aux fins d'acquérir et exploiter, à Chicoutimi et ailleurs, des établissements de commerce de gros et de détail, de posséder des biens meubles et immeubles, et d'achever et continuer le commerce de la maison Côté, Boivin & Compagnie, d'émettre du stock commun et préférentiel ainsi que des bons et obligations, ainsi que pour toutes autres fins se rattachant à ce commerce.

SIMON LAPOINTE,
Avocat des requérants.

Chicoutimi, 18 décembre 1906. 4133

AVIS.

La cité de Sorel s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant le règlement No 254 et les règlements qui l'amendent de la dite cité, et lui conférant le droit de passer un ou des règlements pour donner à toutes personnes ou corporations qu'elle jugera à propos, le pouvoir exclusif d'avoir des abattoirs dans ou pour la dite cité, et pour contraindre tous les bouchers de la dite cité à faire tuer leurs animaux à ou aux abattoirs, déterminés par les dits règlements.

ADELARD LANCTOT
Avocat de la requérante.

Sorel, 18 décembre 1906. 4131

Avis est par les présentes donné que "The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company Limited", de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter un acte autorisant la "Société de Jésus" et les syndicats de la commune de Laprairie, de vendre à la dite compagnie une certaine étendue de terrain situé dans la commune de Laprairie, et contenant cent neuf arpents en superficie.

The Saint Lawrence Pressed Brick
and Terra Cotta Company Limited.
Par O. W. FRECHETTE.

Montréal, 14 décembre 1906. 4121

Avis est donné que les syndicats de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal, nommés par la loi 4 Edouard VII, chapitre 3, s'adresseront à la législature à sa prochaine session, pour demander que les clauses 4 et 9 de la loi susdite soient amendées, en pourvoyant à ce que l'acte de répartition soit basé uniquement sur le rôle d'évaluation de la cité de Montréal, vu l'annexion de Sainte-Cunégonde, et en modifiant la clause concernant la libération des immeubles, de manière à rendre cette libération obligatoire en certains cas, et pour autres fins.

F. X. E. ECREMENT, P^{RE},
Secrétaire des syndicats.

Montréal, 15 décembre 1906. 4153

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation la "Merchants' Light & Power Co.", dans le but de produire et de fournir de l'éclairage et de la force motrice et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents liés à son opération.

P. R. DUTREMBLAY,
Avocat des requérants.

Montréal, 17 décembre 1906 4163

Applications to the Legislature

NOTICE.

Elzéar Boivin, Raymond Hudon dit Beaulieu, Léonard Evariste Dubuc, Joseph Elie Massicotte and others, of Chicoutimi, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the incorporation of a company for the purpose of acquiring and operating wholesale and retail commercial establishments, at Chicoutimi and elsewhere, of possessing moveable and immovable property and of purchasing and continuing the business of the firm of Côté, Boivin & Company, of issuing common and preferred stock as well as bonds and debentures, and for all other purposes connected with such business.

SIMON LAPOINTE,
Attorney for petitioners.

Chicoutimi, 18th December, 1906. 4134

NOTICE.

The city of Sorel will apply to the Legislature of Quebec, at the next session, to obtain the passing of an act to ratify by-law No. 254 and the by-laws of the said city amending the same, and to confer on it the right to pass one or more by-laws giving to such persons or corporations, as it may deem advisable, the exclusive power of having abattoirs in or for the said city, and to compel all the butchers of the said city to have their animals slaughtered at the abattoir or abattoirs specified by the said by-laws.

ADELARD LANCTOT,
Attorney for petitioner.

Sorel, 18th December, 1906. 4132

Notice is hereby given that The Saint Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company Limited, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to sanction an act authorizing "La Société de Jésus" and syndicates of Laprairie, to sell to the said company a certain lot of land situated in the commune of Laprairie, containing one hundred and nine acres "en superficie".

The Saint Lawrence Pressed Brick
and Terra Cotta Company Limited.
By O. W. FRECHETTE.

Montreal, 14th December, 1906. 4122

Notice is given that the trustees of the parish of Sainte-Cunégonde de Montréal, appointed by the statute 4 Edward VII, chapter 3, will apply to the Legislature, at its next session, to ask that clauses 4 and 9 of the foregoing statute be amended by providing that the valuation roll be based solely on the valuation roll of the city of Montreal, seeing the annexation of Sainte-Cunégonde, and by changing the clause relating to the discharge of real estate, so as to render this clause obligatory in certain cases, and for other purposes.

F. X. E. ECREMENT, P^{RIEST},
Secretary of the trustees.

Montreal, 15th December, 1906. 4154

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate The Merchants' Light & Power Co., for the purpose of creating and supplying light and power and to grant such company certain privileges in connection with the working thereof.

P. R. DUTREMBLAY,
Solicitor for applicants

Montreal, 17th December, 1906. 4164

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, demande sera faite pour la passation d'un acte enlevant tout doute quant aux pouvoirs de placement et d'administration conférés à l'exécuteur fidéicommissaire nommé dans le codicille fait à son testament par feu Robert Peddie, en son vivant de la cité de Montréal, marchand, et déclarant que le dit fidéicommissaire peut placer et administrer, suivant la loi de la province de Québec, les biens laissés par le dit testateur et pour d'autres fins.

THE ROYAL TRUST COMPANY,

Exécuteur fidéicommissaire.

Montréal, 17 décembre 1906. 4143

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander divers amendements à sa charte d'incorporation, à l'effet d'être autorisée à emprunter une somme n'excédant pas \$350,000.00, pour travaux permanents dans les rues et places publiques, améliorations à l'aqueduc et aux égouts, nouveaux moyens de protection contre les incendies, et aussi pour être autorisée à pourvoir à l'élection du maire par les électeurs, et modifier en conséquence, certains détails de procédure aux élections municipales, pourvoir à un nouveau système d'éclairage pour la cité, et pour divers autres objets.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

Greffier de la cité.

Québec, 15 décembre 1906. 4139

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec, pour l'incorporation d'une compagnie sous le nom de "La Compagnie de chemin de fer de la Gaspésie", avec pouvoir de construire, exploiter et maintenir un chemin de fer commençant à ou près de Paspébiac, et de là traversant le comté de Bonaventure, ne dépassant point Causapsal, au nord et Cross Point au sud, et se continuant jusqu'à la frontière de la province de Québec, dans la direction d'Edmundston ou Grand Falls ou entre l'une ou l'autre de ces deux endroits sur la rivière Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick; de vendre, transporter, disposer, louer ou amalgamer le dit chemin de fer à ou avec la Compagnie Atlantique, Québec et Occidentale; d'exploiter des lignes téléphoniques et télégraphiques; de construire des terminus et pouvoir aux facilités qu'ils comportent; d'acquérir des terres, etc.; de construire des ateliers, stations, etc.; d'acquérir des brevets d'invention, etc.; de produire et vendre de l'électricité; de construire des navires, etc.; de construire des manufactures, etc.; d'acquérir des limites à bois, etc.; de construire des tramways; d'émettre des bons, actions, etc., et avec tous pouvoirs incidents à la construction et à l'exploitation d'un chemin de fer et nécessaires pour l'exploitation de ses autres pouvoirs.

MARTINEAU, LEMIEUX

& BRASSARD,

Avocats des requérants.

Bassin de Gaspé, 17 décembre 1906. 4147

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Phillipsburg Railway and Quarry Company" pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 51-52 Vict., chap. 107 et l'acte 58 Vict., chap. 65, un acte confirmant et ratifiant l'émission de débetures faites par la compagnie, définissant et augmentant ses pouvoirs de manufacturer, exploiter des carrières et de faire le commerce général de marbre et autorisant la compagnie à vendre, louer ou autrement disposer de son chemin de fer et de toute autre propriété composant son actif en tout ou en partie.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Avocats de la dite compagnie.

Montréal, 17 décembre 1906. 4145

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act removing any doubts as to the powers of investment and administration conferred on the executor and trustee under the terms of a codicil to the last will of the late Robert Peddie, in his lifetime of the city of Montreal, merchant, and declaring that the said trustee and executor may invest and administer the said testator's estate, according to the laws of the province of Quebec, and for other purposes.

THE ROYAL TRUST COMPANY,

Executor and trustee.

Montreal, 17th December, 1906. 4144

Public notice is hereby given that the city of Quebec shall ask to the Legislature of this province, at its next session, divers amendments to its charter of incorporation, to be authorized to borrow a sum not exceeding \$350,000.00 for permanent works, in streets, public places, improvements to the water works and sewers, new ways of protection against fire, and also to be authorized to provide for the election of the mayor by the electors, and to modify in consequence, certain details of procedure at the municipal elections, to provide for a new system of lighting for the city, and for divers other objects.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

City clerk.

Quebec, 15th December, 1906. 4140

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate "The Gaspesian Railway Company", with power to construct, operate and maintain a railway commencing at or near Paspébiac, thence through the county of Bonaventure, not further north than Causapsal or further south than Cross Point, proceeding thence to the boundary of the province of Quebec, in the direction of Edmundston or Grand Falls or between these two places on the Saint John River, in the province of New Brunswick; to sell, transfer, dispose of, lease and amalgamate the said railway to and with the Atlantic, Québec and Western Railway Company; to operate telephone and telegraph lines; to build termini and terminal facilities and to make arrangements therefore; to acquire lands, &c.; to build works and stations, &c.; to acquire patent rights, &c.; to sell electricity; to build steam and other vessels, &c.; to build factories, &c.; to acquire timber limits, &c.; to build tramways, &c.; to issue bonds, shares, &c., and with all other powers necessary and incidental to the construction and operation of the railway and to the carrying on of its other operations.

MARTINEAU, LEMIEUX

& BRASSARD,

Attorneys for petitioners.

Gaspé Basin, 17th December, 1906. 4148

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, "The Phillipsburg Railway and Quarry Company" will apply to the said Legislature for an act to amend the act 51-52 Vict., chap. 107 and the act 58 Vict., chap. 65, and for an act confirming and ratifying the issue of stock made by the company, defining and enlarging its powers to manufacture, quarry and generally deal in marble and authorizing the company to sell, lease or otherwise to dispose of its railway and other property and assets in whole or in part.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for the applicants.

Montreal, 17th December, 1906. 4146

Avis est par le présent donné que Joseph Marion, cultivateur, de Lanoraie, qu'il demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, de ratifier par une loi, la révocation de substitution faite par Dame veuve F. M. Marion, comme intervenante, dans un acte de vente par J. B. Marion, cultivateur, de Lanoraie, au dit Joseph Marion, devant T. D. Latour, notaire, le 10 décembre 1885, enregistré à Berthier, No 19806; la dite substitution ayant été créée dans un acte de donation par la dite Dame veuve F. M. Marion au dit J. B. Marion, devant T. D. Latour, notaire, le 6 novembre 1881, enregistré à Berthier, No 16678.

TELLIER & LADOUCEUR,
Procureurs du requérant.
Joliette, 10 décembre 1906. 4151

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation "L'Aquarium", ayant pour but l'élevage des poissons, leur multiplication, leur acclimatation dans les différentes eaux de la province de Québec, et octroyant à la dite corporation des pouvoirs et privilèges incidents et liés au succès de l'entreprise.

W. L. BOND,
Avocat.
New York Life Building, Montréal.
Montréal, 18 décembre 1906. 4159

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Longueuil s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi abrogeant la charte de la dite ville, 44-45 Vict., chap. 75, et ses amendements, et déclarant la dite ville sujette aux dispositions de la "Loi des cités et villes 1903", avec certains amendements sur ses matières suivantes: l'organisation de la ville, les personnes habiles et inhabiles aux charges municipales, la liste des électeurs, les élections, les élections contestées, l'élection du maire par le conseil, les séances du conseil, les avis municipaux, les attributions du conseil, la cour de recorder, les procédures contre la municipalité, le chemin d'hiver sur le fleuve Saint-Laurent, et certaines dispositions interprétatives et transitoires et autres fins.

LEO ROBERT,
Avocat de la requérante.
Montréal, 17 décembre 1906. 4155

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie de chemin de fer sous le nom de "La Compagnie de Chemin de Fer de Chibougamou et Baie James", avec pouvoir de construire deux lignes de chemin de fer, savoir: 1° commençant à ou près de Roberval, pour de là se rendre aux lacs Chibougamou et Mistassini; 2° commençant au nord de la ligne du chemin de fer Transcontinental, suivant les rivières Bell et Nottaway pour se rendre à la Baie James, avec tous autres pouvoirs incidents nécessaires à la dite entreprise.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Avocats des requérants.
Montréal, 18 décembre 1906. 4175

Avis public est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Paul, de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi à l'effet de changer le mode de perception de la répartition imposée par le statut 63 Victoria, de la province de Québec, chap. 96, et pour d'autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Procureur des requérants.
Montréal, 19 décembre 1906. 4181

Notice is hereby given by Joseph Marion, farmer, of Lanoraie, that he will make application to the Legislature of Québec, at its next session, for an act ratifying the revocation of substitution made by Mrs. widow F. M. Marion, of Lanoraie, as intervening party in a deed of sale by J. B. Marion, farmer, of Lanoraie, to said Joseph Marion, before T. D. Latour, notary, on the 10th of December, 1885, registered at Berthier, No. 19806; the said substitution having been created in a deed of donation, by said Mrs. widow F. M. Marion to said J. B. Marion, before T. D. Latour, notary, on the 6th of November, 1881, and registered at Berthier, No. 16678.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for applicant.
Joliette, 10th December, 1906. 4152

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "L'Aquarium", for the purpose of hatching fish, propagating them, acclimatizing them in the different waters of the province of Quebec, and granting the said corporation the powers and privileges incidental to and connected with the success of the undertaking.

W. L. BOND,
Advocate.
New York Life Building, Montreal.
Montreal, 18th December, 1906. 4160

Public notice is hereby given that the Corporation of the town of Longueuil will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act repealing the charter of the said town, 44-45 Vict., ch. 75, and its amendments, and declaring the said town the provisions of the "cities and towns' act, 1903", with certain amendments on the following subjects, the organization of the town, the persons qualified and unqualified for municipal offices, list of electors, contested elections, election of the mayor by the council, sittings of the council, municipal notices, functions of the council, recorder's court, proceedings against the municipality, winter road on the river Saint Lawrence, and certain interpretative and transitory clauses, and for other purposes.

LEO ROBERT,
Advocate of petitioner.
Montreal, 17th December, 1906. 4156

NOTICE.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, to incorporate a railway company under the name of "The Chibougamou and James Bay Railway Company", with power to build two lines of railway namely: 1. commencing at or near Roberval, and from there to Chibougamou and Mistassini lakes; 2. commencing at the north side of the Transcontinental Railway, following the Bell and Nottaway rivers and reaching James Bay, with all other incidental powers necessary for the carrying on of the said enterprise.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 18th December, 1906. 4176

Public notice is hereby given that the trustees of the parish of Saint-Paul, of Montreal, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, to enact a law changing the mode of collecting the repartition imposed by the statute 63 Victoria, of the province of Quebec, chap. 96, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.
Montreal, 19th December, 1906. 4182

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant les soussignés, sous le nom de "La Compagnie des Boulevards de l'Île de Montréal," avec les pouvoirs, entr'autres :

1° D'acquiescer, acheter, posséder, vendre et louer des terrains et autres propriétés immobilières propres pour le commerce, les manufactures, magasins, dépôts, résidences, rues et parcs publics ;

2° De développer et améliorer les dits terrains, construire des aqueducs et des canaux d'égoûts pour l'utilité et l'avantage des dits terrains, construire, bâtir et maintenir sur iceux des bâtisses, magasins, dépôts et autres constructions qui pourront servir dans le but ci-dessus mentionné, en disposer pour tel but ou autrement, faire toutes sortes d'opérations de manufacture et de commerce sur les terrains possédés par la dite compagnie, ou dans les bâtisses construites sur iceux ;

3° De faire des avances à telles conditions et garanties qui pourront être convenues à chaque personne ou personnes qui pourront louer ou acheter aucune partie quelconque des dits immeubles ou bâtisses ;

4° De construire des bassins, entrepôts et élévateurs sur les immeubles possédés par la dite compagnie, faire les affaires et opérations y appartenant, avec pouvoir de charger des impôts et rentes pour l'usage des dits bassins, entrepôts et élévateurs, suivant qu'il aura été convenu avec la dite compagnie, ses employés et agents ;

5° De diviser en lots à bâtir le tout ou partie des immeubles possédés par la dite compagnie, se servir d'aucune partie de ces immeubles pour les fins d'amusements ou d'améliorations, en mettant à part une certaine partie des terrains pour des parcs, rues, boulevards ou autres fins, sujet à l'approbation des conseils municipaux des municipalités concernées ou du lieutenant-gouverneur en conseil, et à cette fin, de pouvoir exproprier ;

6° De pouvoir émettre des débetures sur la garantie de son capital-actions payé et des propriétés mobilières et immobilières de la dite compagnie.

7° De disposer du dit terrain pour le meilleur avantage de la dite compagnie et de faire passer tous les autres actes et conventions, affaires et choses en rapport avec ou avantageuses au profit de tous les objets ci-dessus mentionnés ou partie d'iceux.

EDMOND GOHIER,
UCAL H. DANDURAND,
J. U. EMARD.

EMARD & EMARD,
Avocats des requérants.

Montréal, 19 décembre 1906. 4183

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Louis Lachance, marchand, Paul Lamoureux, épiciier, George Gordon, plombier, Pierre Maher, plâtrier, Octave Richard, boucher, Etienne Gervais, cordonnier, Ferdinand Masson, cordonnier, et Herbert Guillet, peintre, tous de Tétreaultville, dans la paroisse la Longue Pointe, s'adresseront à la prochaine session de la législature de Québec, pour détacher le lot 398 et toutes ses subdivisions, savoir de 1 à 746, inclusivement, le lot 399 et toutes ses subdivisions, savoir de 1 à 1120, inclusivement, ainsi que la partie non encore subdivisée, le lot 400 et toutes ses subdivisions, savoir de 1 à 1709, inclusivement, ainsi que la partie non subdivisée, les lots de subdivisions de 1 à 497, inclusivement, du lot No 401, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, dans le comté d'Hochelega, de la municipalité de la paroisse de la Longue Pointe, tant pour les fins municipales que pour les fins scolaires, et pour en former une corporation municipale distincte sous le nom de la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et une corporation scolaire distincte sous le nom de "Les Commissaires d'Ecole pour la municipalité

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the undersigned, under the name of "The Montreal Island Boulevard Co.", with the power :

1. To acquire, by purchase or otherwise, possess, sell and lease all sorts of lands and immoveable property suitable for the trade, the industries of all kinds, stores, depots, residences, streets and public squares ;

2. To develop and improve such lands, to build water-works and sewets for the benefit of same, to build, erect and maintain on the same such buildings, stores, depots and other buildings which may be required and used to that end, dispose of the same and otherwise, do all sorts of operations of manufacture and trading of the lands possessed by the said company, or in the buildings erected thereon ;

3. To make advances at such conditions and on such guarantees to be agreed upon to any person or persons who may rent or buy any part of said lands and buildings ;

4. To erect docks, warehouses and elevators on the lands possessed by the said company, make all the operations and transactions pertaining thereto, with the right to charge rates and rents for the use or occupation of the same, according to any agreement entered into with the company, employees and agents ;

5. To divide into building lots in whole or in part any of such lands possessed by said company, use any part thereof for the purposes of amusements or improvements, using any part thereof for the purposes of public parks, streets, boulevards or other purposes, subject to the approval of the municipal councils of the municipalities concerned or of the Lieutenant Governor in Council, and therefore to expropriate ;

6. To issue bonds on the guarantee of its paid up capital stock as also on the moveable and immoveable property of the company ;

7. To dispose of said land to the best advantage of the company and to pass all deeds and agreement in relation to or for the benefit of all the objects above mentioned or any part thereof.

EDOUARD GOHIER,
UCAL H. DANDURAND,
J. U. EMARD.

EMARD & EMARD,
Solicitors for petitioners

Montreal, 19th December, 1906. 4184

NOTICE.

Notice is hereby given that Louis Lachance, merchant, Paul Lamoureux, grocer, George Gordon, plumber, Pierre Maher, plasterer, Octave Richard, butcher, Etienne Gervais, shoemaker, Ferdinand Masson, shoemaker, and Herbert Guillet, painter, all of Tétreaultville, in the parish of Longue Pointe, will apply to the Quebec Legislature, at the next session, to detach lot 398 and all its subdivisions, namely from 1 to 746, inclusively, the lot 399 and all its subdivisions, namely from 1 to 1120, inclusively, as also the unsubdivided part, the lot 400, also the unsubdivided part, and all its subdivisions namely from 1 to 1709, inclusively, the subdivision lots from 1 to 497, inclusively, of the lot No. 401, of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, in the county of Hochelega, from the municipality of the parish of Longue Pointe, as well for municipal as for school purposes, and to form of them a distinct municipal corporation by the name of the municipality of the village of Tétreaultville of Montreal, and distinct school corporation by the name of The School Commissioners for the municipality of the village of Tétreaultville of Montreal ; to fix the

du village de Tétreaul ville de Montréal"; pour fixer la date de la première élection des conseillers et des commissaires d'écoles et leur remplacement; pour maintenir en force les rôles d'évaluation, etc., de l'ancienne municipalité, jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés ou abrogés par le nouveau conseil; pour la division de l'actif et du passif des deux municipalités; pour l'octroi des licences d'hôtel de restaurant, de buvette et d'épicerie; pour faire transporter au conseil le contrat de M. Pierre Tétreault avec la Compagnie du Terminal; pour annexer les terrains contigus à la nouvelle municipalité; pour fixer la qualification des conseillers; pour effectuer un emprunt; pour fixer et limiter l'évaluation municipale et pour toutes autres fins se rattachant à ces divers pouvoirs.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1906. 4137

Avis est donné que les "syndics de la paroisse Saint-Joseph d'Alma", élus pour mettre à exécution le décret canonique daté le 25 juillet 1906, permettant la construction d'une nouvelle église et d'une nouvelle sacristie dans la dite paroisse, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir le pouvoir de prélever par une ou plusieurs répartitions sur les terres ou autres immeubles des catholiques romains situés dans la dite paroisse, le montant nécessaire pour la construction des dites églises et sacristie et d'une salle publique, le pouvoir de contracter des emprunts sur les dites répartitions ainsi que tous les autres pouvoirs et privilèges relatifs aux fins ci-dessus.

LOUIS COLLARD,
Président des syndics.
H. LAVOIE, Ptre,
Secrétaire-trésorier.

4185

AVIS PUBLIC.

La ville de Beauharnois donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Pour fixer l'époque des sessions régulières du conseil; pour obtenir le droit de régler la conduite des débats du conseil, le maintien du bon ordre pendant les séances du conseil et des comités; pour fixer la durée de la mise en force du rôle d'évaluation; pour l'autoriser à pourvoir à l'éclairage de la ville; pour régler et fixer par un tarif la taxe de l'eau, pour les besoins domestiques et pour tous autres besoins quelconques, ainsi que l'époque et le mode du paiement d'icelle, et la manière dont la dite taxe de l'eau pourra être imposée et prélevée, et les termes de paiement; pour pourvoir à l'emploi du compteur pour l'eau et l'éclairage; pour imposer une taxe spéciale sur toute personne ouvrant temporairement un magasin pour vendre un fonds de banqueroute ou autres effets; pour imposer une taxe annuelle sur toute personne gardant aucun chien, et donner le pouvoir de disposer de tout chien dont la taxe n'aura pas été payée; pour fixer les pénalités pour infractions aux règlements et leur mode de recouvrement; pour changer le mode de confection du rôle d'évaluation; pour fixer la base de la taxe des locataires et des taux de l'eau; pour changer le mode de votation et d'approbation des règlements sujets à l'approbation des électeurs; pour ratifier le règlement No 46 de la dite ville, concernant l'aqueduc et la taxe de l'eau.

L. C. TASSE,
Secrétaire-trésorier de la ville de Beauharnois.
Beauharnois, 18 décembre 1906. 4179

The Shawinigan Lake's Power and Electric Company, corps politique et incorporé d'après la loi corporative des compagnies à fonds social, donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour faire ratifier les pou-

date of the first election of the councillors and of the school commissioners and their replacement; to maintain the valuation rolls, &c., of the former municipality in force, until they have been amended or annulled by the new council; for the division of the assets and debts of the two municipalities; for granting hotel, restaurant, tavern, grocery licenses; to have the contract of Mr. Pierre Tétreault with the Terminal Company transferred to the council; to annex the lands contiguous to the new municipality; to fix the qualification of the councillors; to make a loan; to fix and limit the municipal valuation, and for any other purposes connected with these several powers.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,
Advocates for petitioners.

Montreal, 15th December, 1906. 4138

Notice is given that "The trustees for the parish of Saint-Joseph d'Alma", elected for the purpose of carrying into effect the canonical decree dated the 25th July, 1906, authorizing the construction of a new church and a new sacristy in the said parish, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the power to levy, by one or more assessment on lands and other immoveable property of roman catholics situated in the said parish, the necessary amount for the construction of said church and sacristy and of a public hall, the power to contract loans on the said assessments as well as the other powers and privileges relating to the said purposes.

LOUIS COLLARD,
President of the trustees.
H. LAVOIE, Priest,
Secretary-treasurer.

4186

PUBLIC NOTICE.

The town of Beauharnois gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following subject:

To fix the time of the regular meetings of the council; to obtain the right to regulate the conduct of the debates of the council, the maintenance of good order during the meetings of the council and of the committees; to fix the duration of putting the valuation roll in force; to authorize it to provide for the lighting of the town; to regulate and fix by a tariff the taxwater for domestic use, and for any other necessary purpose whatsoever; as also the time and manner of payment thereof; and the manner of imposing and levying the said water tax and the terms of payment; to provide for the use of registers for water and light; to impose a special tax on any persons opening a shop temporarily to sell bankrupt stock or other goods in it; to impose a yearly tax on all persons keeping dogs to give power to dispose of all dogs whose tax has not been paid; to fix the penalties for infractions of the by-laws and their mode of recovery; to change the manner of making the valuation roll; to fix the bases of the tenant's tax and of the water rates; to change the manner of voting and of approving by-laws subject to the approval of the electors, to ratify the by-law No. 46 of the said town concerning the water works and the water tax.

L. C. TASSE,
Secretary treasurer of the town of Beauharnois.
Beauharnois, 18th December, 1906. 4180

The Shawinigan Lake's Poyer and Electric Company, a body politic and corporate under the joint stock companies incorporation act, gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, to obtain a ratification of the powers which

voirs qui lui ont déjà été accordés en vertu de ses lettres patentes émises le 12 janvier 1904, et pour obtenir une charte lui donnant le droit de posséder, acquérir, exploiter des pouvoirs hydrauliques, des aqueducs, des lignes électriques et toutes usines, construction ou installation requis pour fournir l'électricité, l'eau, le gaz, l'éclairage, le chauffage et toute force motrice d'une nature quelconque, dans les villes de Shawinigan Falls, Grand'Mère, la paroisse de Sainte-Flore, et généralement, dans tous territoires ou partie de territoire compris dans le district des Trois Rivières et dans les districts voisins; pour faire changer son nom corporatif en celui de "The Shawinigan Hydro-electric Company"; pour obtenir le droit d'expropriation pour les fins de ses entreprises, dans tous les endroits ci-dessus décrits; le droit de faire tous travaux dans le cours ordinaire et pour seconder les fins et entreprises de la dite compagnie, dans, sous et au-dessus de toutes rues, tous chemins, toutes ruelles et de toutes places publiques situées dans les endroits compris dans le district des Trois-Rivières et des districts voisins; pour avoir le droit de faire, pratiquer et creuser, dans, sous et aux abords de la rivière appelée "Rivière Shawinigan", des lacs tributaires de la dite rivière Shawinigan ainsi que de toutes rivières ou tous cours d'eau non navigables et non flottables, situés dans le district des Trois-Rivières et les districts voisins, des canaux, chaussées, dams, écluses, tranchées ou tous autres travaux pour faciliter l'alimentation régulière des pouvoirs générateurs de la dite compagnie par les dites rivières ou cours d'eau; changer le siège du bureau principal de la dite compagnie; acquérir et posséder des parts ou actions d'autres compagnies; se fusionner avec toutes telles compagnies formées dans le même but; le droit d'insaisissabilité de la propriété de la compagnie pour les dettes des tiers; généralement, pour obtenir tous les droits et privilèges accordés aux compagnies formées pour les mêmes fins et entreprises que celles poursuivies par la dite compagnie "The Shawinigan Lake's Power and Electric Company".

PHILIPPE BIGUÉ,

Procureur de la requérante.

Trois-Rivières, 17 décembre 1906.

4177

Avis est par le présent donné que la ville de Westmount s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte l'autorisant à prendre des mesures pour fournir convenablement l'eau à la ville et à ses habitants, et à cette fin de construire un aqueduc et en certains cas de prendre possession et employer les tuyaux pour l'eau de toute personne ou compagnie dans la ville et dans toute partie en dedans et en dehors de la ville, tel qu'il peut être nécessaire, de tout système en loyé pour fournir de l'eau à la ville; régler la construction des bâtisses dans la ville en fixant une ligne de bâtisse ou autrement; régler ou prohiber l'érection et le maintien des étables ou autres établissements qui peuvent être jugés inadmissibles; augmenter ses pouvoirs d'emprunter et pour autres fins.

FLEET & FALCONER,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 19 décembre 1906.

4195

A la prochaine session de la législature de Québec, il sera présenté un bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Québec au Lac Champlain, dans le but de construire et d'exploiter un chemin de fer entre les deux points.

J. C. LANGELIER.

Québec, 20 décembre 1906.

4191

Avis est par les présentes donné que demanle sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la "Loi 1 Edouard VII, ch. 94, de la province de Québec, afin d'augmenter le montant des avances que les exécuteurs testamentaires et administrateurs de la suc-

have been granted to it already in virtue of its letters patent issued on the 12th of January, 1904, and to obtain a charter giving it the right to own, acquire and work hydraulic powers, water works, electric lines, and all workshops, the construction or installation required to furnish electricity, water, gas, light and fuel and motive power of all kinds in the towns of Grand'Mère, Shawinigan Falls, the parish of Sainte Flore, and generally in all the territories and parts of territory, comprised in the district of Three Rivers, and in the districts adjoining; to have its corporate name changed to that of "The Shawinigan Hydro Electric Company"; to obtain the right to expropriate for the purposes of its business, in all the districts above named; the right to do any kind of work in the ordinary course and to second the aims and undertakings of the said company, in, on or under any street, any road, any lane, and any public place situate in the places comprised in the district of Three Rivers, and the adjoining districts; to have the right to make, dig and excavate in, under and on the banks of the river called "River Shawinigan", of the tributary lakes of the said river Shawinigan, as well as of any rivers or water courses not navigable and not floatable situate in the district of Three Rivers, and the adjoining districts; canals, dykes, dams, cutting, and any other work to facilitate the regular feeding of the generative powers of the said company, by the said rivers or water courses; to change the chief business place of the said company; to acquire and hold shares in any other company; to amalgamate with any other company formed for the same purpose; the right to have the company's property unseizable for the debts of third parties; and, generally, to obtain all the rights and privileges granted to companies formed for the same purposes and undertakings as those aimed at by the said company "The Shawinigan Lake's Power and Electric Company".

PHILIPPE BIGUÉ,

Attorney for petitioner.

Three Rivers, 17th December, 1906.

4178

Notice is hereby given that the town of Westmount will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter and authorizing and empowering it to make provision for a proper supply of water to the town and its inhabitants, and to that end to construct a water system and, in certain events, to take possession of and use the water pipes of any person or company in the town and such part within or without the town as may be necessary of any system used for the supply of water to the town; to regulate the construction of buildings in the town by the fixing of a building line or otherwise; to regulate or prohibit the erection and maintenance of stables or other establishments which may be deemed objectionable; to increase its borrowing powers and for other purposes.

FLEET & FALCONER,

Solicitors for applicant.

Montreal, 19th December, 1906.

4196

At the next session of the Quebec Legislature, a bill will be presented to incorporate The Railway Company from Quebec to Lake Champlain, for the purpose of building and working a railway between these two points.

J. C. LANGELIER.

Quebec, 20th December, 1906.

4192

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the Statute 1 Edward VII, ch. 94, of the province of Quebec, to increase the amount of the advances which the testamentary executors and administrators

cession de feu John Pratt peuvent faire à chacun des petits enfants, et au cas de décès d'aucun des ces derniers laissant des enfants, à chacun des arrières-petits-enfants du dit feu John Pratt; et pour obliger les exécuteurs testamentaires et administrateurs à rendre compte, par écrit chaque année, de leur administration et de l'état de la succession, aux héritiers institués par le testament du dit feu John Pratt.

CRESSE & DESCARRIES,

Montréal, 19 décembre 1906. Procureurs. 4193

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les "Syndics des écoles dissidentes de la ville de Beauharnois", et le révérend John Duncan Anderson, ministre de l'église Presbytérienne, afin d'être autorisés à changer le site de l'école dans la dite ville de Beauharnois et de vendre le lot officiel 185 de la ville de Beauharnois, ancien site de la dite école, et d'acquérir partie du lot numéro 184 de la ville de Beauharnois comme site nouveau pour la dite école, et pour ratifier et confirmer l'acte d'échange devant être fait concernant icelle, et pour autres fins

FOSTER, MARTIN,

MANN & MACKINNON.

Montréal, 19 décembre 1906 Solliciteurs des requérants. 4201

Avis est par les présentes donné que Milles Marie-Louise Lacombe, Marie Victorine Lacombe, Marie-Anna Lacombe et Dame Marie Rose Lacombe, épouse de Camille Jérôme Grenier, de lui autorisée, filles de feu Dame Joseph Lacombe (née Marie-Louise Durand dit Desmarchais) et ses légataires universelles en propriété, et Simon Lacombe, fils, et légataire particulier de la dite feu Dame Lacombe, en vertu de son testament en date du 22 mai 1890, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi à l'effet d'autoriser les requérantes à vendre, transporter et aliéner, en tout ou en partie, les biens qui leur ont été laissés en vertu du dit testament, à recevoir le prix, et à en donner bons et valables titres.

N. PERODEAU,

Procureur pour les requérants.

Montréal, 19 décembre 1906. 4037

"THE ENGINEERS CLUB OF MONTREAL."

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Engineer Club of Montreal", pour obtenir un acte afin d'amender sa constitution, augmenter ses pouvoirs et entre autres fins autoriser le club de posséder des immeubles, les hypothéquer, émettre du stock, obligations et débetures.

CLAXTON & KER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 novembre 1906. 3807.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les exécuteurs fidéi commis et représentants légaux de feu Dame Mary Eleanor Westcott, épouse de feu Louis Joseph Amédée Papineau, pour obtenir un acte afin de définir les pouvoirs des exécuteurs de fidéi commis agissant en vertu du dernier testament de la dite feu Dame Mary Eleanor Westcott, concernant le placement des fonds appartenant à la dite succession, et pour autres fins.

LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 décembre 1906. 4097.2

of the estate of the late John Pratt may make to each of the grand children, and, in the event to the death of any of these latter leaving children to the each of the great grand children of the said late John Pratt; and to oblige the said testamentary and administrators to render an account in writing every year of their administration and of the state of the said estate, to the heirs instituted by the will and testament of the said late John Pratt.

CRESSE & DESCARRIES,

4194 Attorneys.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by the "Dissentient School Trustees of the town of Beauharnois" and the reverend John Duncan Anderson, minister of the Presbyterian Church, for authority to change the location of the school in said town of Beauharnois and to sell official lot 185 of the town of Beauharnois, the former location of said school, and to acquire part of lot number 184 of the town of Beauharnois as a new location for such school, and to ratify and confirm the deed of exchange to be made concerning the same, and for other purposes.

FOSTER, MARTIN,

MANN & MACKINNON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 19th December, 1906. 4202

Notice is hereby given that the Misses Marie-Louise Lacombe, Marie Victorine Lacombe, Marie-Anna Lacombe and Dame Marie Rose Lacombe, wife of Camille Jérôme Grenier, and by him authorized, daughters of the late Dame Joseph Lacombe (née Marie-Louise Durand dit Desmarchais) and her universal legatees in ownership, and Simon Lacombe, son, and particular legatee of said late Dame Lacombe, in virtue of her will and testament dated the 22nd of May, 1890, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain from it an act for the purpose of authorizing the petitioners to sell, convey and alienate, wholly or in part, the property left to them in virtue of the said will, and to receive the price thereof, and to give good and valid titles.

N. PERODEAU,

Attorney for petitioners.

Montreal, 19th December, 1906. 4038

"THE ENGINEERS CLUB OF MONTREAL".

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, by The Engineers Club of Montreal, for an act to amend its constitution, increase its powers, and amongst other purposes, to authorize the club to hold real estate, hypothecate the same, issue stock, bonds and debentures.

CLAXTON & KER,

Solicitors for applicant.

Montreal, 22nd November, 1906. 3808

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the executors and trustees and legal representatives of the late Dame Mary Eleanor Westcott, wife of the late Louis Joseph Amédée Papineau, for the passing of an act to define the powers of the executors and trustees acting under the last will and testament of the said late Dame Mary Eleanor Westcott, with regard to the investment of funds belonging to the said estate, and for other purposes.

LAFLEUR, MACDOUGALL
& MACFARLANE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th December, 1906. 4098

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Notre-Dame de Grâces s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte, 6 Ed. VII, ch. 53, pour entre autres fins, les suivantes, savoir :

- (a) Pour définir ses pouvoirs d'emprunts ;
- (b) Pour lui donner le pouvoir d'accorder des franchises et exemption de taxes aux industries ;
- (c) Pour définir ses pouvoirs d'emprunts ;
- (d) Règlement de la qualification des échevins ;
- (e) Et autres fins.

MORRISON & O'SULLIVAN,

Procureurs de la ville de Notre-Dame de Grâces.
Montréal, 4 décembre 1906. 3997.2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que la corporation du village de Verdun s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'ériger son territoire en une municipalité de ville, en vertu des dispositions de la "Loi concernant les cités et villes, 1903", fixer la date de la première élection générale et les élections subséquentes ; déterminer les limites de la ville et le numéro et les limites des quartiers d'icelle ; changer les qualifications des membres de conseil quant à la résidence ; changer le dit acte concernant l'imposition des amendes, l'élection du maire, la tenue des bureaux de votation pour l'approbation des règlements par les contribuables, le coût des travaux hydrauliques dans les rues, etc., l'imposition de taxes spéciales sur les commerçants non résidents, et l'emprunt d'argent ; pour amender le dit acte concernant les animaux dans la ville et la limitation de taxe ; pour autoriser le règlement, la restriction ou la prohibition de la vente de liqueurs enivrantes, la licence des bicycles, bateaux, cirques et théâtre, etc., l'octroi de l'escompte pour paiement de taxes, la taxe sur les clubs, sociétés et différentes compagnies, l'emprunt de la somme de \$35,000.00 pour consolider et décharger les dettes flottantes et autres fins en général.

RIELLE & BOND,

Solliciteurs pour la corporation du village de Verdun.
Montréal, 5 décembre 1906. 3993.2

Canada, }
Province de Québec, }
District d'Iberville. }

AVIS.

Avis public est par le présent donné que la ville d'Iberville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi refondant et revisant la loi de la ci-devant province du Canada, 22 Victoria, chapitre 64, et les lois de la province de Québec, 34 Victoria, chapitre 40, 43-44 Victoria, chapitre 63, 49 50 Victoria, chapitre 48 et 55-56 Victoria, chapitre 56, qui concernent la dite ville ; pour rendre applicables à la ville les dispositions de "la loi des cités et ville, 1903", 3 Edouard VII, chapitre 38 ; pour déterminer le mode des élections du maire et des conseillers et la durée de leur terme d'office ; pour définir ses pouvoirs d'emprunt et les pouvoirs de son comité de finance.

CHARLES BELANGER,

Procureur de la ville d'Iberville.
Iberville, 6 décembre 1906. 3995.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant en corporation La Compagnie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre le Feu, et octroyant à la dite compagnie certains privilèges liés à son opération.

J. S. BEAUDET,

Solliciteur pour les requérants.
Acton Vale, 10 décembre 1906. 4017.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Notre Dame de Graces will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, 6 Ed. VII, ch. 53, for amongst other purposes, the following, to wit :

- (a) To define its borrowing powers ;
- (b) To give it powers to grant franchises and exemption from taxation to industries ;
- (c) To define its expropriating powers ;
- (d) To determine the qualification to aldermen ;
- (e) And other purposes.

MORRISON & O'SULLIVAN,

Attorneys for the town of Notre Dame de Graces.
Montreal, 4th December, 1906. 3998

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the corporation of the village of Verdun will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to erect its territory in a town municipality under the provisions of "the cities and town act, 1903", to fix the date of the first general election and subsequent elections ; to determine the boundaries of the town and the number and boundaries of the wards thereof ; to alter the qualifications of members of the council as respects residence ; to vary the said act respecting the imposition of penalties, the election of mayor, the holding of polls for the approval of by-laws by the rate-payers, the cost of waterworks in streets &c., the imposition of special taxes on non resident traders, and the borrowing of money ; to amend the said act with respect to animals in the town and the limitation of taxation ; to authorize the regulation, restriction or prohibition of the sale of intoxicating liquors, the licensing of bicycles, ferries and circuses, theatres &c., the granting of discount for payment of taxes, the taxing of clubs, societies and various companies, the borrowing of the sum of \$35,000 00 to consolidate and discharge the floating indebtedness and other transitory provisions.

RIELLE & BOND,

Solicitors for the corporation of the village of Verdun.
Montreal, 5th December, 1906. 3994

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Iberville. }

NOTICE.

Public notice is hereby given that the town of Iberville will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to revise the act of the late province of Canada, 22 Victoria, chapter 64, and the acts of the province of Quebec, 34 Victoria, chapter 40, 43-44 Victoria, chapter 63, 49-50 Victoria, chapter 48, and 55-56 Victoria, chapter 56, relating to the said town ; to put the town under the enactments of "the law of the cities and towns, 1903", 3 Edward VII, chapter 38 ; to determine the mode of the election of the mayor and aldermen, and to fix the length of their term of office ; to define its borrowing powers and those of its finance committee.

CHARLES BELANGER

Attorney for the town of Iberville.
Iberville, 6th December, 1906. 3996

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, for the passing of an act to incorporate the Commercial Mutual Fire Insurance Company, and to grant such company certain privileges in connection with the working thereof.

J. S. BEAUDET,

Solicitor for petitioners.
Acton Vale, 10th December, 1906. 4018

Avis public est par le présent donné que "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation comme compagnie à fonds social, dans le but de faire les affaires d'assurance concernant les glaces, garanties contre le vol et de faire des contrats d'assurance sur autres risques susceptibles d'être assurées, à l'exception de la vie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 6 décembre 1906. 4007.2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part des acquéreurs pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer deux actes de vente, passés le 25e jour de décembre 1902, devant C. Ulric R. Tartre, notaire, à Sutton, dans la province de Québec, un de Issac Tristram Coffin *et al* à William G. Tait, W. F. V. Atkinson et E. A. Jones, et l'autre de Issac Tristram Coffin *et al* à William G. Tait, Daniel McDonald et W. F. V. Atkinson.

COOK & McMASTER,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 7 décembre 1906. 4005.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, par "The Shawinigan Carbide Company", pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la dite compagnie, et autoriser une autre émission d'obligations, et autoriser la dite compagnie à acquérir du stock et des intérêts dans les autres entreprises de même nature que celles faites par "The Shawinigan Carbide Company", et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 6 décembre 1906. 3999.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Shawinigan Water and Power Company", pour obtenir un acte afin d'amender les actes incorporant la dite compagnie, pour ratifier les émissions du stock déjà faites par la compagnie, pour autoriser l'émission d'obligations, débetures ou stock de débeture consolidé, pour définir les termes et conditions en vertu desquels ils seront émis et l'emploi des produits d'iceux, et pour amender la section quatre (4), des statuts de la province de Québec, 4 Edouard VII, chap. 81, en retranchant le mot "Québec", et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 6 décembre 1906. 4001.2

AVIS PUBLIC.

Avis est présentement donné que le Crédit Municipal Canadien s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la charte de la société relativement au capital-action, au partage ou répartition des bénéfices, nomination et durée du conseil d'administration, mode de liquidation, s'il y a lieu, organisation administrative de la société et autres fins.

BEAUDIN, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Avocats de la requête.
Montréal, 7 décembre 1906. 4003.2

Public notice is hereby given that The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating it as a joint stock company, for the purpose of carrying on the business of insurance with respect to plate glass, burglary guarantee, and to make contracts of insurance on other insurable risks, with the exception of life.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.
Montreal, 6th December, 1906. 4008

Public notice is hereby given that at next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made on behalf of the purchasers for an act to ratify and confirm two deeds of sale, passed on the 25th day of December, 1902, before C. Ulric R. Tartre, notary, at Sutton, in the province of Quebec, the one from Issac Tristram Coffin *et al* to William G. Tait, W. F. V. Atkinson and E. A. Jones, and the other from Issac Tristram Coffin *et al* to William G. Tait, Daniel McDonald and W. F. V. Atkinson.

COOK & McMASTER,
Solicitors for applicants.
Montreal, 7th December, 1906. 4006

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, by the Shawinigan Carbide Company, for an act to amend the charter of the said company, and to authorize a further issue of bonds, and to authorize the said company to acquire stock and interest in other undertakings of a similar nature to that carried on by the Shawinigan Carbide Company, and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.
Montreal, 6th December, 1906. 4000

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Shawinigan Water and Power Company, for an act to amend the acts incorporating the said company, to confirm the issues of stock already made by the company, to authorize the issue of bonds, debentures or consolidated debenture stock, to define the terms and conditions under which the same shall be issued and the application of the proceeds thereof, and to amend section four (4), of the statute of the province of Quebec, 4th Edward VII, chap. 81, by striking out the word "Quebec", and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.
Montreal, 6th December, 1906. 4002

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that "Le Crédit Municipal Canadien" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law amending the charter of the society concerning the capital stock, the division of the profits, the organisation and administration, nomination of the council of administration and the length of tenure of office, mode of liquidation in case of necessity and for other purposes.

BEAUDIN, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Attorneys for the petitioner.
Montreal, 7th December, 1906. 4004

La Cie Equitable d'Assurance Mutuelle contre le feu, "The Equitable Mutual Fire Insurance Company" donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements sur les affaires suivantes : transporter le principal bureau dans la cité de Montréal ; augmenter le stock souscrit jusqu'au montant de \$100,000 ; permettre à la compagnie de prendre quarante pour cent des primes au comptant du total des primes dans les villages et de réduire le terme de grâce à trois mois au lieu de six mois.

F. GAUTHIER,
Gérant.
Montréal, 7 décembre 1906. 4009.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la compagnie de Pulpe de Métabetchouan, pour obtenir un acte aux fins de : 1° ratifier une résolution passée à une assemblée générale des actionnaires de la dite compagnie le 2 avril 1906 ; 2° ratifier un acte de cession de tout l'actif de la dite compagnie, fait par Louis Joseph Bérubé *ès-qualité* à Fidèle Blouin, Joseph Samson et Joseph Edouard Caron *ès-qualité*, passé devant M^{re} J. A. Charlebois, notaire, à Québec, le 17 avril 1906 ; 3° ratifier un acte de création d'un fidéicommissaire passé devant le même notaire, le 17 avril 1906 ; 4° amender sa charte en substituant le nom de "La Compagnie de Métabetchouan", au lieu et place de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan", substituer aux actions souscrites telles qu'elles apparaissent dans les livres de la compagnie, les actions souscrites et mentionnées dans un acte d'accord passé devant le même notaire, le 29 novembre 1906, et en général permettre à la compagnie de réajuster leurs finances en annulant certaines actions et en faisant de nouveaux arrangements avec les actionnaires.

JOS. ED. CARON,
Procureur des requérants.
4045.2

Avis est par le présent donné que William Muir s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer son titre sur partie du lot 230b et sur partie du lot 231, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et pour ratifier un certain acte de vente d'une partie de la dite propriété, du dit William Muir à George E. Blackwell, passé devant Ronzo H. Clerk, N. P., dans la cité de Montréal, le 1er octobre 1906.

LYMAN & DUNLOP,
Solliciteurs du requérant.
Montréal, 11 décembre 1906. 4029.2

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte aux fins d'incorporer l'association connue sous le nom de "L'Association des Constructeurs de Québec", l'objet de la dite association étant de créer une bonne harmonie entre ses membres et de promouvoir les intérêts de ceux engagés dans le commerce de construction et d'entreprise, et autres affaires y ayant rapport ; avec le droit d'acquérir et de posséder des immeubles dans l'intérêt de la dite association, de les vendre, les échanger ou les hypothéquer et autres pouvoirs en découlant.

ANTONIN GALIPEAULT,
Procureur des applicants.
Québec, 14 décembre 1906. 4117.2

Avis public est par le présent donné que le sousigné s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

4053.2 RAYMOND BELLEAU.

La Cie Equitable d'Assurance Mutuelle contre le feu, "The Equitable Mutual Fire Insurance Company" gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments on the following matters : to remove the head office in the city of Montreal ; to be allowed to have subscribed stock to the extent of \$100,000 ; to permit the company to take forty per cent cash premiums of the total premiums in villages and to reduce the term of grace to three months instead of six months.

F. GAUTHIER,
Manager.
Montreal, 7th December, 1906. 4010

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan", for the passing of an act : 1. to ratify a resolution passed at a general meeting of the shareholders of the said company held on the 2nd April, 1906 ; 2. to ratify a deed of assignment of all the assets of the company, by Louis Joseph Bérubé *ès-qualité*, to Fidèle Blouin, Joseph Samson and Joseph Edouard Caron *ès-qualité*, executed before M^{re} J. A. Charlebois, notary public, at Quebec, on the 17th April, 1906 ; 3. to ratify a deed creating a trusteeship executed before the same notary, on the 17th April, 1906 ; 4. to amend its charter by substituting the name of "La Compagnie de Métabetchouan" in lieu of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan", and by substituting the shares subscribed as they appear in the books of the company by the shares underwritten in virtue of a deed of agreement executed before the same notary, on the 29th November, 1906, and in general to authorize the company to rearrange their finances by cancelling certain stock and making new arrangements with the shareholders.

JOS. ED. CARON,
Attorney for the petitioners.
4046

Notice is hereby given that William Muir will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act ratifying and confirming his title to part of lot 230b and part of lot 231, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and ratifying a certain deed of sale of part of said property from him, the said William Muir to George E. Blackwell, passed before Ronzo H. Clerk, N. P., at the city of Montreal, on the 1st October, 1906.

LYMAN & DUNLOP,
Solicitors for applicant.
Montreal, 11th December, 1906. 4030

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act for the purpose of incorporating the association called "The Quebec Builder's Association", the object of the said association being to create a good understanding between its members and to promote the interests of those engaged in the business of building and contracting, and other matters relating thereto ; with the right to acquire and hold real estate in the interest of the said association, to sell it to exchange or mortgage it and other powers resulting therefrom.

ANTONIN GALIPEAULT,
Attorney for petitioner.
Quebec, 14th December, 1906. 4118

Public notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing the board of notaries of the province of Quebec to admit him to the practice of the profession of notary, after examination.

4054 RAYMOND BELLEAU.

Avis public est par le présent donné que "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs", demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi à l'effet de déterminer clairement ses pouvoirs d'emprunter et d'hypothéquer ses immeubles, et pour d'autres fins.

ALPHONSE DECARY,

Procureur de la requérante.

Montréal, 10 décembre 1906. 4033.2

Une application sera faite à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour l'incorporation de "l'Assistance Publique", société de bienfaisance, dont le but est de secourir les affligés, par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, de retirer du vice et de réformer les femmes déçues, de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, et de supprimer la mendicité en la cité de Montréal, et pour atteindre tous les autres objets analogues.

A cette fin pouvoir acquérir tous meubles et immeubles pour son usage, et pouvoir en disposer à toutes fins que de droit, et tous les pouvoirs compatibles à la bonne administration de la dite société.

J. O. FOURNIER,

Procureur de la requérante.

Montréal, 11 décembre 1906. 4035.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Lower Saint Lawrence Power Company", avec pouvoir dans aucune partie de la province de Québec, à l'est de la cité de Québec, d'acquérir par achat, bail ou expropriation des pouvoirs hydrauliques non employés maintenant, pour produire l'électricité avec le terrain nécessaire et les droits de passage, pour les mettre en opération dans le but de produire l'électricité, vendre ou louer le pouvoir hydraulique ou électrique, faire les affaires de manufacture ou d'éclairage, fournir le pouvoir, faire des conventions avec les municipalités situées à l'est de la cité de Québec, pour fournir le pouvoir ou l'éclairage, et pour autres fins y ayant rapport.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 29 novembre 1906. 4043.2

AVIS.

Avis est par le présent donné que Dame Hectorine Langevin, épouse séparée de biens de l'honorable Thomas Chapais, conseiller législatif, de Québec, lequel autorise son épouse à cet effet, Dame Stella Langevin, épouse séparée de biens de l'honorable Ernest Cimon, juge de la cour supérieure, de la Rivière-du-Loup, en bas, lequel autorise aussi son épouse à cet effet, Thomas Napoléon Pelletier, employé civil, de Québec, en sa qualité de tuteur à son enfant Caroline, issue de son mariage avec feu Marie-Reine-Alphonsine-Cartier Langevin, et Hubert Cimon, avocat, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Sir Hector L. Langevin, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi ayant pour objet de les autoriser en particulier à vendre un certain immeuble appartenant à la succession du dit feu Sir Hector Langevin, de ratifier le partage de l'actif de la dite succession, de permettre un mode plus simple et plus prompt pour le partage des objets et effets mobiliers de la dite succession, et de faciliter généralement l'exécution du testament du dit feu Sir Hector L. Langevin.

Québec, 11 décembre 1906. 4059.2

Public notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs", will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to enact a law clearly determining their borrowing powers as also their power to mortgage their properties, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 10th December, 1906. 4034

Application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to incorporate "L'Assistance Publique", a benevolent society, whose object is to relieve the distressed by sickness, accident, reverse of fortune, widows and orphans, to withdraw fallen from vice and reform them, to prevent acts of cruelty towards women and children, and to suppress begging in the city of Montreal, and to attain any similar objects.

For this purpose to acquire any movable property and real estate for its use, and to be empowered to dispose of the same for all legal purposes, and to obtain all powers compatible with the good administration of the said society.

J. O. FOURNIER,

Attorney for petitioner.

Montreal, 11th December, 1906. 4035

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Lower Saint Lawrence Power Company", with power in any part of the province of Quebec, to the east of the city of Quebec, to acquire by purchase, lease or expropriation hydraulic powers not at present used, to create electricity with the necessary land and right of passage, to develop the same for the purpose of creating electricity, to sell or lease hydraulic or electric power, to carry on manufacturing or lighting business, to convey power, to make agreements with municipalities situated to the east of the city of Quebec, for the supply of power or light, and for other purposes incidental to the foregoing.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 29th November, 1906. 4044

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Hectorine Langevin, the wife separated as to property of the honorable Thomas Chapais, Legislative councillor, of Quebec, who authorizes his said wife to that effect, Dame Stella Langevin, the wife separated as to property of the Honourable Ernest Cimon, judge of the superior court, of Rivière du Loup, in the county of Temiscouata, who authorize also his said wife to that effect, Thomas Napoléon Pelletier, civil clerk, of Quebec, in his capacity of tutor to his child Caroline, born from his marriage with the late Marie-Reine-Alphonsine-Cartier Langevin, and Hubert Cimon, advocate, in his capacity of curator to the substitution created by the will of the late Sir Hector L. Langevin, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, during its next session, in order to have enacted a law authorizing them to sell a certain immoveable property belonging to the estate of the late Sir Hector L. Langevin, ratifying the division of the assets of the said estate, allowing a more simple and prompt mode of division of the moveable articles and goods of the said estate, and facilitating generally the execution of the will of the said late Sir Hector L. Langevin.

Quebec, 11th December, 1906. 4060

Avis est par le présent donné que M. Toussaint Préfontaine, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chap. 58 et amendements, soit amendée quant à ce qui concerne l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal, et les expropriations nécessaires pour telle ouverture, afin que telle ouverture et expropriation se fassent non pas conformément à la charte de la cité de Montréal, mais en vertu du droit commun et à ce que au cas de telle expropriation, aucun compte ne soit tenu du plan homologué de la dite cité, quant aux compensations à être payées aux intéressés.

ARCHER, PERRON & TASCHÉREAU,
Procureurs du dit Toussaint Préfontaine.
Montréal, 10 décembre 1906. 4021.2

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les propriétaires fiduciaires de l'école primaire fondée à Beauport, dans le cours de cette année, pour être constitués en corporation, sous le nom de "Les Syndics de l'École Saint-Edouard, à Beauport."

PH. V. CHALOULT,
Procureur des propriétaires fiduciaires.
Québec, 12 décembre 1906. 4093.2

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour amender et refondre sa charte et les divers actes qui l'amendent, et plus particulièrement pour définir et étendre les pouvoirs d'expropriation, retrancher le droit d'accorder une rémunération au maire et pour que la "Loi des Cités et Villes, 1903" fasse partie de la charte de la dite cité au lieu de la loi concernant les corporations de ville, contenue au chapitre 1er du titre XI des statuts refondus de la province de Québec, et pour autres fins.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la cité de Sherbrooke.
Daté, 11 décembre 1906. 4095.2

Avis public est par le présent donné de la part de Joseph Napoléon Thibodeau, Ecr. notaire, Eusébe Huard, marchand, Albert E. Morissette, agent de station, Lucien Lévesque, marchand, Auguste Duquette, cultivateur, Joseph Beaudry, marchand, Donald P. Matheson, marchand, John O. MacDonald, rentier, Alphonse Bernard Gendreau, percepteur des douanes, George H. Counter, hôtelier, Malcolm J. Smith, marchand, Cyrille Fortier, marchand, Louis Philias Villeneuve, hôtelier, Adolphe Bécigneul, Ecr. avocat, Louis Bécigneul, marchand, tous du village de Mégantic, propriétaires résidents et contribuables, R. A. E. Aitken, gérant de banque, Henry W. Albro, agent consulaire, Albert Evans, employé des Postes, Pierre Charpentier, cultivateur, tous du village d'Agnès, propriétaires, résidents et contribuables, et Thomas M. Craig, commerçant de bois, de la cité de Sherbrooke, Geo. K. Van, propriétaire de moulin, du comté de Compton, John M. M. Duff, agent de change, de la cité de Montréal, ces trois derniers propriétaires et contribuables du village d'Agnès, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de détacher du comté du Lac Mégantic, tout le territoire de la municipalité du village de Mégantic, dans le district de Saint-François, et tout le territoire de la municipalité du village d'Agnès, dans le district de Beauce, et d'unir ces deux territoires en un seul pour les ériger et les constituer en une seule et même corporation de ville pour toutes les fins municipales et scolaires, sous le nom de "La Corporation de la ville de Mégantic."

P. BOUFFARD & A. BECIGNEUL,
4073 Procureurs des requérants,
Village de Mégantic, 10 décembre 1906. 4073.2

Notice is hereby given that Mr. Toussaint Préfontaine, merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask that the charter of the city of Montreal, 62 Victoria, chap. 58 and amendments, be amended in so far as concerns the opening of Gain street, in the city of Montreal, and the expropriations necessary for such opening, to the end that such opening and expropriation be not made in accordance with the charter of the city of Montreal, but in virtue of the common law, and that in the event of such expropriation, no account be held of the homologated plan of the said city, as to the indemnity to be paid to the interested parties.

ARCHER, PERRON & TASCHÉREAU,
Attorneys of the said Toussaint Préfontaine.
Montreal, 10th December, 1906. 4022

Application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the owners in trust of the primary school founded at Beauport, in the course of this year, to be incorporated by the name of "Les Syndics de l'École Saint-Edouard, à Beauport."

PH. V. CHALOULT,
Attorney of owners in trust.
Quebec, 12th December 1906. 4094

Notice is hereby given that the Corporation of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to amend its charter and the several acts amending it, and more particularly to define and extend the powers of expropriation, to abolish the right to grant a remuneration to the mayor, and to the effect that the "Cities and Town Act, 1903" shall form part of the charter of the said city instead of the law relating to town corporations, contained in the 1st chapter of the title XI of the revised statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys of the city of Sherbrooke.
Dated, 11th December, 1906. 4096

Public notice is hereby given on behalf of Joseph Napoléon Thibodeau, esquire, notary, Eusébe Huard, merchant, Albert E. Morissette, station agent, Auguste Duquette, farmer, Joseph Beaudry, merchant, Donald P. Matheson, merchant, John O. MacDonald, rentier, Alphonse Bernard Gendreau, collector of customs, George H. Counter, hotel-keeper, Malcolm J. Smith, merchant, Cyrille Fortier, merchant, Louis Philias Villeneuve, hotel-keeper, Adolphe Bécigneul, esquire, advocate, Louis Bécigneul, merchant, all of the village of Mégantic, residents proprietors and rate-payers, R. A. E. Aitken, bank manager, Henry W. Albro, consular agent, Albert Evans, post employee, Pierre Charpentier, farmer, all of the village of Agnès, residents, proprietors and rate-payers, and Thomas M. Graig, lumber-merchant, of the city of Sherbrooke, Geo. K. Van, mill owner, of the county of Compton, John M. M. Duff, broker, of the city of Montreal, these last three gentlemen proprietors and rate-payers in the village of Agnès, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to detach from the county of Lake Mégantic, all the territory of the municipality of the village of Mégantic, in the district of Saint-François, and all the territory of the municipality of the village of Agnès, in the district of Beauce, and to unite these two territories in one to erect and to constitute the same in one and same town corporation for all municipal and schools purposes, under the name of "The corporation of the town of Mégantic."

P. BOUFFARD & A. BECIGNEUL,
4074 Attorneys for petitioners,
Village of Mégantic, 10th December, 1906. 4074

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes 60 Victoria, chapitre 77 et 6 Edouard VII, chapitre 69, concernant "The North Shore Power Company", dans le but d'étendre les pouvoirs et opérations de la compagnie aux comtés de Saint-Maurice, Champlain, Portneuf, Québec et Montmorency, et d'augmenter la valeur autorisée de la propriété immobilière devant appartenir à la compagnie et contrôlée par elle.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,**

Solliciteurs des requérants.
Montréal, 12 décembre 1906. 4079.2

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Black Lake Chrome and Asbestos Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi ratifiant et confirmant l'émission de débetures faites par la dite compagnie en l'année 1904, garantie par hypothèque sur cette partie des blocs A et B du township de Coleraine, comté de Mégantic, qu'elle possédait alors, et pour ratifier et confirmer le titre de la compagnie et ses droits de propriété dans et sur les dits immeubles.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Avecats de la dite compagnie.
Montréal, 12 décembre 1906. 4077.2

La ville de Saint-Louis donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes :

Pour abroger certaines clauses de la charte de la ville, dont l'objet est prévu par la loi des cités et villes 1903, et notamment cette partie de la clause 10, 4 Edouard VII, chapitre 57, concernant la limite de la dette de la ville ; déterminer ce qui ne fera pas partie de la dette de la ville ; déterminer le montant auquel des contrats pour ouvrages ou achats de matériaux pourront être passés, sans soumission préalable ; autoriser la ville à construire et entretenir des trottoirs permanents, aux frais, pour partie ou pour le tout, de la municipalité ou des propriétaires des terrains riverains ; autoriser le conseil à émettre et renouveler des obligations temporaires, pour payer le coût des améliorations des rues et construction des trottoirs, avant la perception des contributions ; autoriser le conseil à passer des règlements, pour empêcher le vagabondage des enfants, dans les rues de la ville, le soir ; octroyer des permis aux colporteurs et solliciteurs qui vendent sur échantillon ou autrement, dans la ville ; pour permettre, moyennant permis, et réglementer les clubs, cercles et autres établissements du même genre et imposer des taxes annuelles sur tels clubs, cercles et établissements ; imposer des taxes annuelles sur toute personne ou société de personne ou compagnie tenant un théâtre et autres lieux d'amusement ; imposer une amende ou pénalité contre ceux qui interviennent inutilement avec les appareils du feu et donnent des fausses alarmes ; passer des règlements pour la protection de la personne, de la propriété, de la santé et de la salubrité publiques, de la décence et les bonnes mœurs et les nuisances ; appliquer les dispositions de la loi des cités et villes 1903, en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la charte de la ville, telle qu'amendée ; autoriser le conseil à émettre des débetures pour le paiement de travaux permanents.

F. J. BISAILLON,

Procureur de la requérante.
Ville de Saint-Louis, 12 décembre 1906. 4075.2

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend the acts 60 Victoria, chapter 77 and 6 Edward VII, chapter 69, relating to The North Shore Power Company, with a view to extending the company's powers and operations to the counties of Saint Maurice, Champlain, Portneuf, Québec and Montmorency, and to increase the authorized value of the immoveable property to be owned and controlled by the company.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,**

Solicitors for applicants.
Montreal, 12th December, 1906. 4080

Notice is hereby given that "Black Lake Chrome and Asbestos Company" will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for an act to confirm and ratify the issue of debentures made by the said company in the year 1904, secured by hypothec upon that portion of blocks A and B of the township of Coleraine, county of Megantic, then in its possession and to ratify and confirm the title of the company and its right of ownership in and upon the said property.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for said company.
Montreal, 12th December, 1906. 4078.

The town of Saint Louis gives notice that it will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters :

To abrogate certain clauses of the charter of the town, which purpose is provided for by the law of cities and towns 1903, and more specially that part of the clause of section 10, 4 Edward VII, chap. 57, concerning the limitation of the town's debt ; determine what shall not be included in the debt of the town ; determine the amount to which a contract for works or material may be passed by the council, without tenders being previously called ; authorize the town to build and maintain permanent side-walks, at the cost, in part or in whole, of the municipality or of the adjoining proprietors ; authorize the council to issue and renew temporary bonds to pay the cost of streets improvements and the building of side-walks, until such time as the special assessments thereon shall have been collected ; authorize the council to pass by-laws to prevent children loitering in the streets, at night ; to grant permits to pedlars and canvassers who sell, on samples, or otherwise, within the town ; to grant licenses to clubs, associations, and other establishments of like nature, to pass regulations, concerning same and to impose an annual tax upon such clubs, associations or establishments ; to impose an annual tax upon any person or partnership or company conducting a theatre or other place of amusement ; to impose a fine or penalty upon those who, without authority, meddle with fire apparatus or give false alarms ; to pass by-laws for the protection of the public, of property, concerning public health, decency, good morals and nuisances ; to apply the dispositions of the law of cities and towns 1903, inasmuch as these laws are compatible with the dispositions of the charter of the town, as amended ; to authorize the council to issue bonds for the payment of permanent works.

F. J. BISAILLON,

Solicitor for applicant.
Town of Saint Louis, 12th December, 1906. 4076

Avis est par les présentes donné que Frédéric Villeneuve, Jacques Villeneuve, Eugène Villeneuve, Rachel Villeneuve, Alphonse Morin et Dame Anne Susan Walker Villeneuve s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi d'autoriser les exécuteurs testamentaires nommés en vertu du testament de feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve, d'augmenter les rentes des dits Frédéric Villeneuve, Eugène Villeneuve, Jacques Villeneuve, Rachel Villeneuve et Alphonse Morin, et de ratifier certains actes des dits exécuteurs.

FREDERIC VILLENEUVE,

Procureur des requérants.

Montréal, 1er décembre 1906. 3927.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les vendeurs et acquéreurs en vertu de l'acte de vente et de conventions de Dame Marcelline Labranche, veuve de feu Louis Labonté *et al.*, à la Société de l'Hôpital Général de Montréal, de l'immeuble connu aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Louis, dans la cité de Montréal, sous le numéro deux cent trente-huit (238)—avec dépendances. Le dit acte passé devant F. G. Crépeau, notaire public, le 20 novembre 1906, et enregistré dans le bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal-Est, le 21 novembre 1906, sous le numéro 67327, pour obtenir un acte afin de déclarer légal la dite vente et pour ratifier le dit acte.

SELKIRK CROSS,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 30 novembre 1906, 3947.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Montreal Street Railway Company" à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la dite compagnie, pour autoriser l'augmentation du nombre de ses directeurs de cinq à neuf, réduire le nombre des actionnaires dont le vote est requis pour l'augmentation du fonds social de la compagnie des trois quarts aux deux tiers, et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,

MACPHERSON & HAGUE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 novembre 1906. 3889-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Isle d'Orléans," avec pouvoir d'établir, construire et opérer une ligne de chemin de fer partant d'un point dans ou près de la cité de Québec, traversant ensuite sur l'Isle d'Orléans qu'elle pourra parcourir en faisant le tour ou autrement jusqu'à la paroisse de Saint-François, et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents et liés à la construction et à l'opération d'un tel chemin de fer.

PHILEAS CORRIVEAU,

Solliciteur des requérants.

3823.5

AVIS.

La Société des Artisans Canadiens-Français donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander, suivant les résolutions de la convention générale les amendements suivants à sa charte : régler l'admission des femmes comme membres de la société ; changer le nombre des délégués aux conventions générales ; donner aux conventions générales le droit de créer les juridictions ; faire disparaître les restrictions de la charte quant aux succursales et autres pouvoirs, etc.

FONTAINE & LABELLE,

Procureurs.

Montréal, 15 novembre 1906. 3817.5

Notice is hereby given that Frédéric Villeneuve, Jacques Villeneuve, Eugène Villeneuve, Rachel Villeneuve, Alphonse Morin and Dame Anne Susan Walker Villeneuve will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to authorize the trustees appointed under the will of the late Honorable Joseph Octave Villeneuve, to increase the allowances of the said Frédéric Villeneuve, Eugène Villeneuve, Jacques Villeneuve, Rachel Villeneuve and Alphonse Morin, and to ratify certain acts of the said trustees.

FREDERIC VILLENEUVE,

Solicitor of the applicants.

Montreal, 1st December, 1906. 3928

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Québec, by the vendors and purchasers under the deed of sale and conventions from Dame Marcelline Labranche, widow of the late Louis Labonté *et al.*, to the Society of the Montreal General Hospital, of the immoveable property known upon the official plan and in the book of reference of the Saint Louis ward, in the city of Montreal, by the number two hundred and thirty eight (238)—with dependencies. Said deed passed before F. G. Crepeau, notary public, the 20th November, 1906, and registered in the registry office for the registration division of Montreal East, on the 21st November, 1906, under the number 67327, for the passing of an act to declare legal said sale and to ratify said deed.

SELKIRK CROSS,

Solicitor for applicants.

Montreal, 30th November, 1906. 3948

Notice is hereby given that application will be made by the Montreal Street Railway Company to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend the charter of the said company, to authorize the increase of the number of its directors from five to nine, to reduce the number of stockholders whose vote is required for the increase of the capital stock of the company from three-quarters to two-thirds, and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,

MACPHERSON & HAGUE,

Solicitors for the applicants.

Montreal, 28th November, 1906. 3890

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act to incorporate "The Quebec and Island of Orleans Railway Company" with power to establish, construct and operate a line of railway from a point in or near the city of Québec, crossing over to the Island of Orleans which it may cross or run around to reach the parish of Saint-François, and granting it such other powers as may be incidental to or connected with the operation of such railway.

PHILEAS CORRIVEAU,

Solicitor for applicants.

3824

NOTICE.

"La Société des Artisans Canadiens-Français" give hereby notice that, according to the resolutions of the general convention, the following amendments to the charter of the society will be presented to the Legislature of Québec, at its next session ; to settle the admission of women as members of the society ; to change the number of delegates to the general conventions ; to give to the general conventions the right to create jurisdictions ; to take away the restrictions of the charter as regard the branches and other powers, &c.

FONTAINE & LABELLE,

Solicitors.

Montreal, 15th November, 1906. 3815

AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Taxes, privilèges, licences, contributions foncières et répartitions pour le coût de certains travaux publics, liste électorale, vote obligatoire, élections, administration municipale, division, redistribution, et représentation des quartiers de la cité, nomination des commissions civiques et organisation d'un bureau de contrôle, prescription des taxes, hygiène, annexion des municipalités adjacentes et matières s'y rapportant, la cour du recorder et le greffier de cette cour, pouvoir d'emprunt, compagnies d'assurance, construction de caveaux et de voûtes à charbon et autres travaux au-dessus et au-dessous du domaine public, droit de forcer les propriétaires, dans certains cas, de payer pour la pose des tuyaux à l'eau et pour raccordements avec les égouts, rues, trottoirs, égouts, pavages, marchés, élargissement de la rue Saint-Antoine, tracé de rues s'étendant au-delà des limites de la cité et de parcs publics en dehors des dites limites, vagabondage des enfants dans les rues le soir, vente des objets confisqués et des chiens égarés, responsabilité de la cité et avis pour dommages résultant d'accidents, enlèvement de la neige des rues et trottoirs, limitation de certains règlements à certains quartiers, emprunts spéciaux pour l'achat de l'île Sainte-Hélène et pour l'établissement de boulevards et de parcs publics, rachat de stock et débetures, droit de définir certaines offenses, réclamations et actions contre la cité, perception d'arrérages de taxes, qualification foncière du maire et des échevins, construction des bâtiments, conduits souterrains, poteaux et fils dans les rues et voies publiques, obligation de fournir à la cité un compartiment spécial dans les conduits souterrains, emprunts pour la construction de conduits souterrains et pour acquérir ou louer ou faire toutes choses nécessaires pour la fabrication et la distribution du gaz ou pour acheter les droits, franchises, matériel et immeubles de la Cie. du Gaz de Montréal, ou pour l'exproprier, ainsi que pour l'achat des forces hydrauliques et pour la production et la vente de l'électricité pour toutes fins quelconques, responsabilité pour dommages causés par des travaux dans les rues ou voies publiques et qualité de ces travaux, terrains enclavés, répartition pour achat d'immeubles à l'amiable, recorders et observance du dimanche.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Hôtel de Ville.

Montréal, 26 novembre 1906.

3863.4

Avis est par les présentes donné que les héritiers de feu Ferdinand David, en son vivant bourgeois, de la cité de Montréal, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'un acte à l'effet de permettre, comme applicables aux biens de la succession du dit F. David, les placements énumérés en l'article 9810 du code civil du Bas-Canada, et aussi d'autoriser l'exécuteur-testamentaire, à vendre les actions de la Banque de Montréal et de la Banque d'Hochelaga, inscrites aux noms conjoints des dits héritiers et du curateur à la substitution.

J. H. DAVID,
Procureur des dits héritiers.

Montréal, 28 novembre 1906.

3877.4

Avis est donné que les légataires et les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de feu l'honorable Louis Tourville, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi à l'effet de permettre aux dits exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires, de payer aux petits enfants du testateur, une partie du surplus des revenus.

EUG. H. GODIN,
Procureur des requérants.

Montréal, 29 novembre 1906.

3917.3

PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

Taxes, privileges, licenses, assessments and apportionment of the cost of certain public works, electoral list, compulsory voting, elections, civic administration, division, redistribution and representation of the wards of the city, appointment of civic committees and creation of a board of control, prescription of taxes, hygiene, annexation of adjoining municipalities and matters connected therewith, recorder's court and clerk of said court, borrowing powers, insurance companies, construction of cisterns and coal vaults, and other works above or under the public domain, power to compel proprietors, in certain cases, to pay the cost of laying water pipes and of connecting drains, streets, sidewalks, sewers, pavings, markets, widening of Saint Antoine street, laying-out of streets extending beyond the city limits and of public parks outside of said limits, children loitering in the streets at night, sale of confiscated articles and of stray dogs, responsibility of the city and notices for damages resulting from accidents, removal of snow from streets and sidewalks, limitation of certain by-laws to certain wards, special loans for the purchase of Saint Helen's Island and for the establishment of boulevards and public parks, redemption of stock and debentures, power to define certain offences, claims and actions against the city, collection of arrears of taxes, property qualification of the mayor and aldermen, erection of buildings, underground conduits, poles and wires in the streets and thoroughfares, obligation to supply space to the city in underground conduits, loans for the construction of underground conduits and to acquire, lease or do all that may be necessary for the manufacture and distribution of gas or to purchase the rights, franchises, plant and immoveable property of the Montreal Gas Co., or to appropriate said company, and for the purchase of water power and production and sale of electricity for any purposes of whatever, responsibility for damages caused by works in streets and highways and quality of such works, patches of land impacted within other pieces of land, apportionment for the purchase of immoveable property by mutual agreement, recorders, observance of the lord's day.

L. O. DAVID,
Clerk of the City.

City Hall.

Montreal, 26th November, 1906.

3864

Notice is hereby given by the heirs of late Ferdinand David, in his lifetime gentleman, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act permitting, as applicable to the estate of said F. David, the investments enumerated in article 9810 of the civil code of Lower-Canada, and also authorizing the testamentary executor to sell the shares in Bank of Montreal and Hochelaga Bank, registered in the joint names of said heirs and of the curator to the substitution.

J. H. DAVID,
Attorney for said heirs.

Montreal, 28th November, 1906.

3878

Notice is given that the legatees, the testamentary executors and trustees of the late Honorable Louis Tourville, will ask the Legislature of Quebec, at its next session, to enact a law authorizing the said testamentary executors and trustees to pay to the grand children to the testator, a part of the surplus revenues.

EUG. H. GODIN,
Attorney for petitioners.

Montreal, 29th November, 1906.

3918

Avia est par le présent donné par les héritiers et représentants légaux de feu James Jack, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de déléguer les pouvoirs des exécuteurs fidei-commis agissant en vertu de son testament concernant le placement des fonds appartenant à sa succession, et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 28 novembre 1906. 3891.4

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'école du bureau protestant de la cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 32 Victoria, chap. 16, concernant le paiement de l'octroi payable aux bureau des commissaires d'école de la cité de Montréal, par la corporation de la dite cité de Montréal.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 30 novembre 1906. 3915.3

Avis public est donné par ces présentes qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec s'adressera à la dite législature pour obtenir une loi pour amender le statut 32 Vict., chap. 16, étant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec, et pour d'autres fins.

PENTLAND, STUART & BRODIE,
Procureurs des requérants.

Québec, 30 novembre 1906. 3925.3

Avis Divers

Cour Supérieure, }
District de Québec. }
No 104.

Dame Délina Dubeau, épouse de Jules Gagnon, de Saint-Tite des Caps, journalier, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux

CHOQUETTE, GALIPEAULT
& FRANÇEUR,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 13 décembre 1906. 4119

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 1035. Cour Supérieure.

Dame Albina Desnoyers, épouse commune en biens d'Alphonse Clément, wattman, des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

J. A. E. DION,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 15 décembre 1906. 4141

Province de Québec, }
District de Québec. }
No 62. Cour Supérieure.

Dame Anselmie Beaudet, épouse commune en biens de Napoléon Claisse, boulanger, de la paroisse de Saint-Casimir, district de Québec, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

ROUSSEAU & LECLERC,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 11 décembre 1906. 4149

Notice is hereby given by the heirs and legal representatives of the late James Jack, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to define the powers of the executors and trustees acting under his will with regard to the investment of funds belonging to his estate, and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,
MACPHERSON & HAGUE,
Solicitors for the applicants.

Montreal, 28th November, 1906. 3892

Public notice is hereby given that the protestant board of school commissioners of the city of Montreal will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 32 Victoria, chap. 16, regarding the payment of the grant payable to the board of school commissioners of the city of Montreal, by the corporation of the said city of Montreal.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Montreal, 30th November, 1906. 3916

Public notice is given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the protestant board of school commissioners of the city of Quebec will apply to the said Legislature for an act to amend the act 32 Vict., chap. 16, being the law respecting education in the province of Quebec as regards certain powers of the protestant board of school commissioners of the city of Quebec, and for other purposes.

PENTLAND, STUART & BRODIE,
Solicitors for petitioners.

Quebec, 30th November, 1906. 3926

Miscellaneous Notices

Superior Court, }
District of Quebec. }
No. 104.

Dame Délina Dubeau, wife of Jules Gagnon, of Saint Tite des Caps, laborer, has, this day, brought a suit for separation as to property from her said husband.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,
& FRANÇEUR,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 13th December, 1906. 4120

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 1035. Superior Court.

Dame Albina Clément, wife common as to property of Alphonse Clément, motorman, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. A. E. DION,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th December, 1906. 4142

Province of Quebec, }
District of Quebec. }
No. 62. Superior Court

Dame Anselmie Beaudet, wife common as to property of Napoléon Claisse, baker, of the parish of Saint Casimir, district of Quebec, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation from bed and board against her said husband.

ROUSSEAU & LECLERC,
Attorneys for the plaintiff.

Quebec, 11th December, 1906. 4150

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1693.

Dame Aglaé Labelle, épouse commune en biens de Joseph Adélaré Mathias Clairoux, menuisier, du village de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, contre Joseph Adélaré Mathias Clairoux, du même lieu.

La demanderesse, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

BISSONNET & GEOFFRION,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 décembre 1906. 4187

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2526.

Dame Flora Delisle, de Montréal, dûment autorisée en justice a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Forget, du même lieu.

JEAN D'AMOUR,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 11 décembre 1906. 4031.2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 54.

Alice Plante, de Québec, épouse commune en biens de Orphir Légaré, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

et

Orphir Légaré, du même lieu, menuisier,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

L. D. MORIN,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 11 décembre 1906 4057.2

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.—*
No 203. *Montmagny.*

Cordelia Edith Patton, de la ville de Montmagny, épouse de James Donald Stewart, marchand, tous deux de la ville de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

James Donald Stewart, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le douzième jour de novembre par la demanderesse contre le défendeur.

A. J. BENDER,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 29 novembre 1906. 3919.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3149.

Dame A. H. E. Poitras, épouse commune en biens de James Bannon, des cités et district de Montreal, dûment autorisée à l'effet des présentes, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit James Bannon, son mari.

OUGHTRED, PLACE & PHELAN,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 novembre 1906. 3885-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 15.

Marie-Louise Martin, épouse d'Amable Lapointe, marchand, de Maisonneuve, dit district,

Demanderesse ;

vs

Amable Lapointe, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

CLEMENT ROBITAILLE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 30 novembre 1906. 3951.3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1693.

Dame Aglaé Labelle, wife common as to property of Joseph Adélaré Mathias Clairoux, joiner, of the village of Verdun, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, against the said Joseph Adélaré Mathias Clairoux, of the same place.

The plaintiff has, this day, taken an action for separation as to property against the defendant.

BISSONNET & GEOFFRION,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th December, 1906. 4188

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2526.

Dame Flora Delisle, of Montreal, duly authorized to ester en justice has, this day, instituted an action for separation as to property from her husband, Joseph Forget, of the same place.

JEAN D'AMOUR,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th December, 1906. 4032

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 54.

Alice Plante, of Quebec, wife common as to property of Orphir Légaré, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

and

Orphir Légaré, of the same place, joiner,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

L. D. MORIN,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 11th December, 1906. 4058

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court—*
No. 203. *Montmagny.*

Cordelia Edith Patton, of the town of Montmagny, wife of James Donald Stewart, merchant, both of the city of Montmagny, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

James Donald Stewart, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property was, the twelfth day of November, taken by plaintiff against defendant.

A. J. BENDER,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 29th November, 1906. 3920

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3149.

Dame A. H. E. Poitras, wife common as to property of James Bannon, of the city and district of Montreal, duly authorized thereto, has, this day, taken an action for separation as to property against the said James Bannon, her husband.

OUGHTRED, PLACE & PHELAN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th November, 1906. 3886

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 15.

Marie-Louise Martin, wife of Amable Lapointe, merchant, of Maisonneuve, said district,

Plaintiff ;

vs

Amable Lapointe, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been issued against the defendant, this day.

CLEMENT ROBITAILLE,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 30th November, 1906. 3952

Dame Eulalie Mercier, épouse commune en biens de Jacques Buteau, menuisier, tous deux de Québec, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, dans la cour supérieure, à Québec, No 2598.

A. A. RHEAUME,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 4 décembre 1906. 3945.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3155.

Dame Minnie Cowans, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Herbert Story Hunter, notaire public, ci-devant du même lieu, mais maintenant absent de la province de Québec, de lieux inconnus,

Demanderesse ;

vs

Le dit Herbert Story Hunter, notaire public, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur, la dite Dame Cowans étant par les présentes dûment autorisée par jugement de cette honorable cour, en date du 16 novembre 1906.

J. C. HICKSON,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 23 novembre 1906. 3857-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 755.

Dame Mary McAllister, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Michael Millet, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice par un des juges de la cour supérieure,

Demanderesse ;

vs

Le dit Michael Millet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13e jour de novembre courant.

CAMPBELL & GENDRON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 novembre 1906. 3769.5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Montréal. }
No 2365.

Emilia Bolduc, épouse de Joseph Arthur Gauthier, plombier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

GUERIN, MERRILL & HANDFIELD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 novembre 1906. 3809.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Annie Joséphine Hall, épouse commune en biens de John Robert Speir, docteur en médecine, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 3168, des records de la dite cour supérieure.

BUSTEED & LANE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 novembre 1906. 3783.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1632.

Dame Julie Caron, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Wilfrid Bélanger, du même lieu.

MONTY & DURANDEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 décembre 1906. 3971.3

Dame Eulalie Mercier, wife common as to property of Jacques Buteau, joiner, both of Quebec, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, in the superior court, at Quebec, No. 2598. A. A. RHEAUME,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 4th December, 1906. 3946

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3155.

Dame Minnie Cowans, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Herbert Story Hunter, notary public, heretofore of the same place, but presently absent from the province of Quebec, in parts unknown,

Plaintiff ;

vs

The said Herbert Story Hunter, notary public, presently of parts unknown, Defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been taken by plaintiff against defendant, the said Dame Cowans being hereunto duly authorized by judgment of this Honourable court, dated 16th November, 1906.

J. C. HICKSON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 23rd November, 1906. 3858

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 755.

Dame Mary McAllister, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Michael Millet, of the same place, carpenter, duly authorized to ester en justice by one of the judges of the superior court,

Plaintiff ;

vs

The said Michael Millet, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th day of November instant.

CAMPBELL & GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 19th November, 1906. 3770

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2365.

Emilia Bolduc, wife of Joseph Arthur Gauthier, plumber, of the city and district of Montreal, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband.

GUERIN, MERRILL & HANDFIELD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th November, 1906. 3810

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Annie Josephine Hall, wife common as to property of John Robert Speir, doctor of medicine of the town of Westmount, in the district of Montreal, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband, under the No. 3168, of the records of the said superior court.

BUSTEED & LANE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th November, 1906. 3784

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1632.

Julie Caron of the city and district of Montreal, has, to day, taken an action for separation as to property against Wilfrid Belanger, her husband, of the same place.

MONTY & DURANLEAU,

Attorney sfor plaintiff.

Montreal, 5th December, 1906. 3972

Dame Clarisse Allard, épouse de Moïse Côté, marchand de bois, du village de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, a institué le trentième jour de novembre 1906, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 137, des dossiers de la cour supérieur pour le district de Terrebonne.

NANTEL & ROCHON,
Avocats de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 6 décembre 1906. 3987.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 764.

Dame Catherine Nolan, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint François, épouse de Philip Thomas, du même lieu, plombier, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par l'un des honorables juges de la cour supérieure, Demanderesse ;

vs

Le dit Philip Thomas, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour de novembre 1906.

CAMPAELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 novembre 1906. 3833.5

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 92

Dame Célanir DesBecquets, épouse de Louis Baron, charron, de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Baron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12ième jour de décembre courant.

CHOQUETTE, GALIPEAULT
& FRANCEUR,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 12 décembre 1906, 4111.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François }
No 791.

Dame Anna Tardif, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Bernard Desrochers, de la dite cité de Sherbrooke, dûment autorisée par un juge de cette cour à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Bernard Desrochers, de la dite cité de Sherbrooke, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 11ème jour de décembre 1906.

EMILE RIOUX,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 13 décembre 1906. 4099.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3149.

Dame Augustine Laporte, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, J. Arthur Plourde, de Montréal.

ZEPHIRIN FILION,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 16 novembre 1906. 3763.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Eliza Jodoin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hildège *alias* Wildège Provost, journalier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 21 novembre 1906. 3827.5

Dame Clarisse Allard, wife of Moïse Côté, lumber merchant, of the village of Sainte-Agathe des Monts, district of Terrebonne, has t-ken, on the thirtieth day of November, 1906, an action for separation as to property against her said husband, under No 137, of the records of superior court, district of Terrebonne.

NANTEN & ROCHON,
Attorney for plaintiff.
Sainte-Scholastique, 6th December, 1906. 3988

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 764.

Dame Catherine Nolan, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Philip Thomas, of the same place, plumber, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes by one of the Honorables judges of the superior court, Plaintiff ;

vs

The said Philip Thomas, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twentieth day of November, 1906.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 22nd November, 1906. 3834

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No 92.

Dame Célanir DesBecquets, wife of Louis Baron, wheel-wright, of Saint Flavien, county of Lotbinière, Plaintiff ;

vs

The said Louis Baron, Defendant.
A suit for séparation of property has been instituted in this cause, on the 12th day December instant.

CHOQUETTE, GALIPEAULT
& FRANCEUR,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 12th December 1906. 4112

* Canada, }
Province of Quebec. } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
No. 791.

Dame Anna Tardif, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Bernard Desrochers, of the said city of Sherbrooke, duly authorized by a judge of this court to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Bernard Desrochers, of the said city of Sherbrooke, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 11th day of December, 1906.

EMILE RIOUX,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 13th December 1906. 4100

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3149.

Dame Augustine Laporte, of Montreal, duly authorized, has, this day, taken an action in separation as to property against J. Arthur Plourde, her husband, of Montreal.

ZEPHIRIN FILION,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th November, 1906. 3764

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Eliza Jodoin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hildège *alias* Wildège Provost, laborer, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Advocates for plaintiff,
Montreal, 21st November, 1906. 3828

Avis public est par le présent donné que Oscar A. Bishop, mécanicien, William T. Oughtred, marchand, John R. Andrews, marchand, James B. Hooker, cultivateur, John R. McFadden, marchand, Israël W. Rolfe, cultivateur, et Newell M. Bishop, mécanicien, tous du canton de Dudswell, agissant en leur qualité de fidéi-commis pour "The Lakeside Cemetery Company," ont acheté de Joseph Bloomfield, cultivateur, du dit canton de Dudswell, par acte de vente passé devant E. B. Worthington, notaire public, le deuxième jour d'octobre 1906, l'immeuble suivant, à savoir :

Le lot 13 D et partie de 13 E, du quatrième rang, et le lot 14 C et partie de 14 B, du quatrième rang, tous du plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Dudswell, pour être tenu et employé comme cimetière pour toujours, et que les dits acquéreurs ont l'intention de s'adresser, à l'expiration de deux mois de la date de cet avis, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour incorporation comme compagnie de cimetière, sous le nom de "The Lakeside Cemetery Company," et la ratification du dit acte de vente, le tout conformément aux dispositions de l'article 5252 et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

WORTHINGTON & BORLASE,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 27 novembre 1906.

3887-4

Public notice is hereby given that Oscar A. Bishop, mechanic, William T. Oughtred, merchant, John R. Andrews, merchant, James B. Hooker, farmer, John R. McFadden, merchant, Israel W. Rolfe, farmer, and Newell M. Bishop, mechanic, all of the township of Dudswell, acting in their capacities of trustees for the "Lakeside Cemetery Company", have purchased from Joseph Bloomfield, farmer, of the said township of Dudswell, by deed of sale executed before E. B. Worthington, notary public, on the second of October, 1906, the following real estate, to wit :

The lot 13 D and part of 13 E, of the fourth range, and the lot 14 C and part of 14 B, of the fourth range, all of the cadastral plan and book of reference for the said township of Dudswell, to be held and used as a cemetery forever, and that they, the said purchasers, intend to apply after the expiry of two months from the date of this notice to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec in council, for incorporation as a cemetery company, under the name of "The Lakeside Cemetery Company", and the confirmation of said deed of sale, the whole according to the provisions of article 5252 et sequens of the revised statutes of the province of Quebec.

WORTHINGTON & BORLASE,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 27th November, 1906.

3888

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of law.

Examens du 8 janvier 1907.—Examinations of the 8th January, 1907.

No	Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
1	Archambault	Henri.....	20	Montréal.....	Collège de Saint-Hyacinthe et—and Cours de Kerméno.
2	Berthiaume	Albert.....	19	Sainte-Marthe...	Collège Bourget, Rigaud.
3	Brosseau....	Claude.....	20	" " ...	Collège des Jésuites, Prof. André et—and Cours de Kerméno.
4	Burnett.....	Ralph.....	19	" " ...	Trinity School, Stratford on Avon, Eng., LeBlond de Brumath, etc.
5	Charland....	J. A. S.	21	" " ...	Séminaire de Nicolet et—and Cours de Kerméno.
6	Chartier....	Eugène.....	21	Saint-Hyacinthe..	Séminaire de Saint-Hyacinthe et — and Séminaire de Sherbrooke.
7	Dechéne....	Alf. M.....	23	Montréal.....	Séminaire de Québec, Ottawa University et—and Cours de Kerméno.
8	Denis.....	J. N. L.....	21	Saint-Norbert...	Collège de Joliette.
9	Grignon....	Racul.....	22	Sainte-Adèle....	Université de Saint-Joseph, New Brunswick.
10	Joioin.....	Raymond.....	23	Chambly Bassin..	Collège Sainte-Marie, Montréal.
11	Lalonde.....	Arthur.....	21	Montréal.....	Collège Bourget, Rigaud.
12	LeHuray....	Stephen John..	25	" "	Public School, Woodstock, Ont. et—and Sherbrooke High School.
13	Mathieu....	L. J. A.....	20	" "	Collège Sainte-Marie et—and Cours Le Blond de Brumath.
14	McGibbon...	Philippe G....	19	" "	Repton School, England, McGill University et—and de Boisseau.
15	Montle.....	John M.....	25	" "	Bedford Academy et — and Stanstead College.
16	Millman ...	Lazarus.....	28	" "	Public School Roumania, Business College, Montreal.
17	Préfontaine .	Adrien.....	20	" "	Mont Saint-Louis, Collège Sainte-Marie et — and Cours privés.
18	Riopel.....	J. A. C.....	29	" "	Séminaire de Sainte-Thérèse de Blainville.
19	Lightstone..	Bernard...	" "	Catholic High School, Montreal.

JOS. H. LORANGER,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, 7 décembre 1906.—7th December, 1906.

4081.2

Liste des candidats pour l'admission à l'étude de la profession légale aux examens du 8 janvier 1907.

List of students for admission to study law at the examinations to be held 8th January, 1907.

Prénom. Surname.	Nom. Name.	Résidence. Residence.	Age.	Ecole et Collège. College and School.
Forest.....	F. X. Lionel.....	Sherbrooke.....	21	Séminaire Saint-Charles Borromée, Sherbrooke.

CHAS. D. WHITE.

Secrétaire du barreau de Saint-François.—Secretary, bar of Saint Francis.
Daté à Sherbrooke, 10 décembre 1906.—Dated at Sherbrooke, 10th December, 1906. 4051-52. 2

Candidats pour l'admission à l'étude, section de Québec.

Candidates for admission to study, section of Quebec.

Examens de janvier—January examinations, 1907.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Domicile.	Collèges, etc.
Gagné.....	Louis René.....	20	Québec.....	Professeur privé.—Private tutor.
Martin.....	Percy.....	23	Malbaie.....	Chicoutimi—Sainte-Anne Lapocatière.
Robitaille.....	Ludger Amédée..	21	Québec.....	Séminaire & Université Laval, Québec.

CHARLES DEGUISE,
Secrétaire—Secretary.
4083-4. 2

Québec, 10 décembre—10th December, 1906.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 23.

Dans l'affaire de Viens & Savard, Insolubles.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, sujet à objection jusqu'au 8 janvier 1907, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

J. B. GENDREAU,
Curateur.

St Pierre & Verret,
Procureurs du curateur.
Coaticook, 18 décembre 1906, 4157

Province de Québec. }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Greenshields, Limited (Montréal), Demandeurs ;

vs
Abel Whitehead, junior, (Bury),
Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le quinzième jour de décembre 1906, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.

Sherbrooke, 17 décembre 1906. 4161½

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 23.

In the matter of Viens & Savard, Insolvents.
A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection until the 8th day of January, 1907, after which date same will be payable at my office.

J. B. GENDREAU,
Curator.

St. Pierre & Verret,
Attorneys for curator
Coaticook, 18th December, 1906. 4158

Province of Quebec. }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Greenshields, Limited (Montreal), Plaintiffs ;

vs
Abel Whitehead, junior, (Bury),
Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that on the fifteenth day of December, 1906, by order of the court, I was appointed curator to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.

Sherbrooke, 17th December, 1906. 4162

District de Beauce.

In re Louis Perreault, Saints-Anges, marchand,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 janvier 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1906. 4173

District de Saguenay.

Ulysse Tremblay, Saint-Siméon, comté de Charlevoix, marchand, a, le 10 décembre 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saguenay, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1906. 4167

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
In re Le Syndicat de Fraserville, Fraserville,
En liquidation.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 janvier 1907, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Liquidateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1906. 4171

District de Saguenay.

In re Wilbrod Bhreur, marchand, Saint-Fidèle.
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 décembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1906. 4169

District de Québec.

J. Buchanan & Fils, Lévis, comté de Québec, marchands, ont, le 17 décembre 1906, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 décembre 1906. 4165

District of Beauce.

In re Louis Perreault, Saints Anges, merchant,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 7th January, 1907, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th December, 1906. 4174

District of Saguenay.

Ulysse Tremblay, Saint-Siméon, Charlevoix county, merchant, has, on the 10th December, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of this creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th December, 1906. 4168

Province of Québec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court*
In re Le Syndicat de Fraserville, Fraserville,
In liquidation.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 8th January, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Liquidator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th December, 1906. 4172

District of Saguenay.

In re Wilbrod Bhreur, merchant, Saint Fidèle,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 12th December, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co Building.
Quebec, 19th December, 1906. 4170.

District of Québec.

J. Buchanan & Sons, Levis, Quebec county, merchants, have, on the 17th December, 1906, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th. December, 1906. 4166

Ventes par le Sheriff—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
Chicoutimi, à savoir: **THE BANK OF OTTAWA**, corps politique et incorporé, ayant une place d'affaires en la ville de Chawinigan Falls, Demanderesse; contre **HONORE JULIEN**, de Roberval, Défenseur.

Un certain terrain ou emplacement, mesurant quatre-vingt-deux pieds, plus ou moins, de largeur, sur quatre vingts pieds, plus ou moins, de profondeur, comprenant ce qui lui appartient de terrain dans les lots numéros cent vingt-six, cent vingt-sept et cent vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval, maintenant la ville de Roberval; lequel terrain est borné par le front, au nord-est, par le terrain de la rue Otis, prolongée par la profondeur au chemin de fer, du côté nord-ouest à Adolphe Bouchard, possédant la partie nord-ouest du lot numéro vingt-sept, et du côté sud-est à George Bouchard—avec les bâtisses, circonstances et dépendances de ce terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, en la ville de Roberval, à ONZE heures de l'avant-midi, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1907

O. BOSSE, Shérif.
Bureau du shérif, Chicoutimi, 27 novembre 1906. 3873.2
[Première publication, 1er décembre 1906.]

Ventes par le shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No 2918. **SIMEON BEAUDIN ET AL**, Demandeurs; contre **DAME AUGUSTA GRANT ET AL**, Défenseurs *ès-qualité*.

1° Un lot de terre sis et situé au côté nord de la rue Saint-George, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinq cent vingt-sept (No 527)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

2° Un autre lot de terre sis et situé à l'angle nord-est des rues Saint-George et Saint-Jean, en la susdite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinq cent trente et un (No 531)—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la susdite ville de Saint-Jean, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

LOUIS MAYRAND, Shérif.
Bureau du Shérif, Saint-Jean, 26 novembre 1906. 3861.2
[Première publication, 1er décembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Chicoutimi, to wit: **THE BANK OF OTTAWA**, a body politic and corporate, having a place of business in the town of Shawenegan Falls, Plaintiff; against **HONORE JULIEN**, of Roberval, Defendant.

A certain lot or parcel of land measuring eighty two feet, more or less, in width, by eighty feet, more or less, in depth, comprising what land belongs to him on lots numbers one hundred and twenty six, one hundred and twenty seven and one hundred and twenty eight, of the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Roberval, now the town of Roberval; which land is bounded in front, to the north east, by the ground of Otis street, prolonged by the depth of the railway, on the north west side by Adolphe Bouchard, owing the north west part of lot number twenty seven, and on the south east side by Georges Bouchard—with the buildings, circumstances and dependencies of this lot.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame of Lake Saint John, in the town of Roberval, on the SEVENTH day of the month of JANUARY next (1907), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE, Sheriff.
Sheriff's Office, Chicoutimi, 27th November, 1906. 3874
[First published, 1st December, 1906.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Canada, Province de Québec, District of Iberville, No 2918. **SIMEON BEAUDIN ET AL**, Plaintiffs; against **DAME AUGUSTA GRANT ET AL**, Defendants *ès-qualité*.

1. A lot of land lying and situate on the north side of Saint George street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number five hundred and twenty seven (No. 527)—with a house and other buildings thereon erected.

2. Another lot of land lying and situate on the north east corner of Saint George and Saint John streets, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number five hundred and thirty one (No. 531)—without buildings.

To be sold in my office, in the court house, in the aforesaid town of Saint Johns, on the SECOND day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND, Sheriff.
Sheriff's Office, Saint Johns, 26th November, 1906. 3862
[First published, 1st December, 1906.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir : } M^{TRES} DEBOUCHER-
No 270. } VILLE ET MORIN,

de Montréal, avocats sur distraction de frais, dans une certaine cause où CYRILLE ROCHETTE, journalier, de Boucherville, était Demandeur ; et ADOLPHE DUBOIS, du même lieu, était Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Cyrille Rochette, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé au village de Boucherville, contenant environ six mille cinq cent quatre-vingt-huit pieds en superficie—avec une maison et autres bâtisses y érigées ; étant connu et désigné le dit emplacement comme lot numéro quarante-neuf (49), sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Boucherville, faits pour les fins d'enregistrement ; le dit emplacement étant borné d'un côté par la rue Saint-Charles, et en front par le chemin du Lac.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1907), à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 28 novembre 1906. 3881.2
Député Shérif. [Première publication, 1er décembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*Ottawa, à savoir : } D^AM^E AGNES PERRIER
No 1581. } ET VIR, de Papineauville, district d'Ottawa, Demandeurs ; contre DEMOISELLE ADIANA VERVILLE, fille majeure, de Papineauville susdit, Défenderesse, à savoir :

La juste moitié est des lots deux cent cinq et deux cent six (205 et 206), conformément au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, situés sur la rue Papineau, dans le village de Papineauville, district d'Ottawa ; borné au nord par la rue Papineau, à l'est par un carré public, au sud par le lot 204, et à l'ouest par la moitié ouest des dits lots 205 et 206—avec une maison, étable, magasin et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Angélique, à Papineauville, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 17 novembre 1906. 3789
Première publication du 24 novembre est nulle. [Première publication, 22 décembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit : } M^{TRES} DEBOUCHER-
No. 270. } VILLE AND MORIN

of Montreal, advocates, by distraction for costs, in a certain suit in which CYRILLE ROCHETTE, laborer, of Boucherville, was Plaintiff ; and ADOLPHE DUBOIS, of the same place, was Defendant.

Seized as belonging to the said Cyrille Rochette, the following immoveable, to wit :

A lot situate in the village of Boucherville, containing about six thousand five hundred and eighty eight feet in area—with a house and outbuildings thereon erected ; said lot being known and described as lot number forty nine (49), on the official plan and book of reference of the said village of Boucherville, made for registration purposes ; said lot being bounded on one side by Saint Charles street, and in front by the Lake road.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the THIRD day of JANUARY next (1907), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Montreal, 28th November, 1906. 3882
Deputy Sheriff. [First published, 1st December, 1906.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Ottawa.*Ottawa, to wit : } D^AM^E AGNES PERRIER ET
No. 1581. } VIR, of Papineauville, district of Ottawa, Plaintiffs ; against DEMOISELLE ADIANA VERVILLE, fille majeure, of Papineauville aforesaid, Defendant, to wit :

The exact east half of lots two hundred and five and two hundred and six (205 and 206), according to the official plan and book of reference of the parish of Sainte Angélique, situate on Papineau street, in the village of Papineauville, district of Ottawa ; bounded to the north by Papineau street, to the east by a public square, to the south by lot 204, and to the west by the west half of said lots 205 and 206—with a house, stable, store house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Angélique, at Papineauville, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 17th November, 1906. 3790
First publication of the 24th November, is null. [First published, 22nd December, 1906.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1705. } L vs ANGELE ROBERT,
veuve de François Bérubé, à savoir :

Le lot No 1762 (mille sept cent soixante et deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Colomb—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif
Québec, 20 décembre 1906 4189
[Première publication, 22 décembre 1906.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1994. } L contra JUSTINE LEVES-
QUE, fille majeure, à savoir :

Le lot No 689 (six cent quatre-vingt-neuf), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur la rue des Commissaires—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif
Québec, 6 décembre 1906. 3977.2
[Première publication, 7 décembre 1906.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC,
No 1280. } L contre VITALINE
BEAULÉ, veuve de Napoléon Jobin, à savoir :

1° Le lot No 3833 (trois mille huit cent trente-trois), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Burton—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00 payable le premier mai, à la communauté des Dames Religieuses de Québec.

2° Le lot No 944 (neuf cent quarante-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Napoléon—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$10.00, payable le 29 septembre au Crédit Foncier Franco-Canadien.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Sheriff, Shérif
Québec, le 5 décembre 1906. 3975.2
[Première publication, le 7 décembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

Rimouski, à savoir : } DAME CHRISTINE ROY
No 3397. } DIT DESJARDINS,
Demanderesse ; vs JOSEPH MERCIER, Défendeur, savoir :

Une terre de 5 arpents et 4 perches de front sur

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1705. } T vs ANGELE ROBERT,
widow of François Bérubé, to wit :

Lot No. 1762 (one thousand seven hundred and sixty two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Colomb street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00, payable on the 29th of June to the Reverend Ladies of the Hotel-Dieu of Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 20th December, 1906. 4190
[First published, 22nd December, 1906.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1994. } T JUSTINE LEVESQUE,
spinster, to wit :

Lot No 689 (six hundred and eighty nine), of the official cadastre of the Saint Roch's ward, of the city of Québec, being a lot situate on Commissioners street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 6th December, 1906. 3978
[First published, 7th December, 1906.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1280. } T against VITALINE
BEAULÉ, widow of NAPOLEON JOBIN, to wit :

1. Lot No. 3833 (three thousand eight hundred and thirty-three), of the official cadastre for the Montcalm ward, of the city of Québec, being a lot situate on Burton street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3.00 payable on the first of May, to the Community of Ursuline Nuns of Québec.

2. Lot No. 944 (nine hundred and forty-four), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Napoleon street—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$10.00, payable on the 29th of September to the Credit Foncier Franco-Canadien.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWELFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 5th December, 1906 3976
[First published, 7th December, 1906.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

Rimouski, to wit : } DAME CHRISTINE ROY
No. 3397. } DIT DESJARDINS,
Plaintiff ; vs JOSEPH MERCIER, Defendant, to wit :

A land of 5 arpents and 4 perches in front by 4

42 arpents de profondeur—avec bâtisses, et un circuit contenant environ 10 arpents en superficie, étant les numéros 39 et 40a, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien. A charge des clauses, conditions, rente viagère fixées en faveur de la demanderesse (veuve Elzéar Mercier) et autres, dans un certain acte de donation consenti par la dite veuve Elzéar Mercier au dit Joseph Mercier, devant M^{re} Gauvreau, N. P., le 31 mars 1903.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 20 décembre 1906. 4233
[Première publication, 22 décembre 1906.]

arpents in depth—with buildings, and a circuit containing about 10 arpents in area, being the numbers 39 and 40a, of the official cadastre of the parish of Saint Fabien. Subject to the charge of the clauses, conditions, life rent fixed in favor of the plaintiff (widow Elzéar Mercier) and others, in a certain deed of gift made by the said widow Elzéar Mercier to the said Joseph Mercier, before M^{re} Gauvreau, N. P., on the 31st of March, 1903.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien, on the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1907, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 20th December, 1906. 4234
[First published, 22nd December, 1906.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No. 92. } **WILFRID DES-ROSIERS,** Demandeur; vs **ROCH PARENTEAU,** Défendeur, savoir :

Un morceau de terre de la contenance de cinq arpents en superficie, plus ou moins; borné en front par le chemin public, en profondeur se terminant en pointe par le chemin de Saint-Hyacinthe, du côté sud par Cyrille Lamontagne, et situé sur le 1er rang du township d'Upton, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quarante-huit (No 348), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nazaire d'Acton, dans le dit district, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. M. BORDUA,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 28 novembre 1906. 3875.2
[Première publication, 1er décembre 1906.]

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de commissaires et de syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 15 décembre courant, 1906, de faire les nominations suivantes savoir :

Commissaires d'écoles.

Québec, Sainte-Foye.—MM. Thomas Moore et J. B. Myrand, en remplacement d'eux-mêmes, leur terme d'office étant expiré.

Pontiac, canton Guigues.—M. Damase Lefebvre, en remplacement de M. Narcisse Paquin, absent.

Syndics d'écoles.

Bonaventure, Cox.—M. Ambroise Joseph, en remplacement de M. Pierre Lemarquand, sorti de charge. 4207

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 20 décembre 1906, de nommer MM. Albert Tousignant et Hector Houle, fils de Godfroy, conseillers de la municipalité de Saint-Christophe.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Saint Hyacinth, No. 92. } **WILFRID DES-ROSIERS,** Plaintiff; vs **ROCH PARENTEAU,** Defendant, viz :

A piece of ground containing five acres of land in superficie, more or less; bounded in front by the public road, finishing in depth as a nail on the Saint Hyacinth road, on the south side by Cyrille Lamontagne, and situated on the 1st range of the township of Upton, known and designated as being the lot number three hundred and forty eight (No. 348), of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Saint Ephrem d'Upton—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Nazaire d'Acton, in the said district, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. M. BORDUA,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 28th November, 1906. 3876
[First published, 1st December, 1906.]

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointments of school commissioners and trustees.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th December instant, 1906, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Québec, Sainte Foye.—Messrs. Thomas Moore and J. B. Myrand, re-appointed, their term of office having expired.

Pontiac, township Guigues.—Mr. Damase Lefebvre, to replace Mr. Narcisse Paquin, absent.

School trustees.

Bonaventure, Cox.—Mr. Ambroise Joseph, to replace Mr. Pierre Lemarquand, retired from office. 4208

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to appoint, on the 20th of December, 1906, Messrs. Albert Tousignant and Hector Houle, son of Godfroy, councillors of the municipal

tophe, comté d'Arthabaska, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

4211

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Granby, comté de Shefford, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675^{qq} des statuts refondus de la province de Québec.

JULES ALLARD,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 20 décembre 1906. 4213

La compagnie "Silver Lion Mining & Development Company, Limited" a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. Percival Ross, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 20 décembre 1906. 4209

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 20^e jour de décembre 1906, incorporant MM. Arthur Leo Donoghue, Huntly A. Gordon, courtiers, William James Warmington, secrétaire, Léon Faribault, avocat, et Moritz Rosanberger, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : faire les affaires d'une compagnie minière, de moulin, pour réduire et développer les métaux, chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent de cuivre, de charbon, de fer, d'asbeste et autres mines, minéral et autres dépôts et propriétés, et de creuser, lever, écraser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire et amalgamer et autrement, traiter les métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie et les rendre propice pour le commerce et de les vendre, ou toute partie ou intérêt d'iceux, et en disposer autrement, acquérir par achat, loyer, concession, licence, échange ou autre titre légal des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et minéraux et droits de mines, options, pouvoirs, privilèges, eau et autres droits, droits de patentes, lettres patentes d'invention, opération et machines ou autres inventions indispensables ou conditionnelles, soit solidairement ou conjointement avec autres, et comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et de louer, hypothéquer, placer sous licence, hypothéquer, vendre, en disposer et faire autrement le commerce d'iceux ou toute partie d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport pour les fins de la mise en opération des dites mines, construire, maintenir, travailler et mettre en opération sur la propriété de la compagnie ou sur la propriété contrôlée par la compagnie, les pouvoirs d'eau, chemins, jetées, quais, bâtisses, manufactures, boutiques, moulins et autres travaux et machines, appareil et machine électrique ou autres machines de toute description, et d'acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toute sorte de marchandises, effets, fournitures, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par ses ouvriers ou serviteurs ; construire, acquérir, posséder, prêter, naviguer et employer des vaisseaux à vapeur ou autres ; pren-

pality of Saint Christophe, county of Arthabaska, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code.

4212

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the township of Granby, county of Shefford, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675^{qq} of the revised statutes of the province of Québec.

JULES ALLARD,
Minister of Agriculture.

Quebec, 20th December, 1906. 4214

The company "Silver Lion Mining & Development Company, Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Québec, its shares, stock, share certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in this province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Percival Ross, of the city of Montréal.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 20th December, 1906. 4210

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the 20th of December, 1906, incorporating Messrs. Arthur Leo Donoghue, Huntly A. Gordon, brokers, William James Warmington, secretary, Léon Faribault, advocate, and Moritz Rosenberger, accountant, all of the city of Montréal, for the following purposes, viz : to carry on the business of a mining, milling, reduction and development company ; to prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage, gold, silver, copper, coal, iron, asbestos, and other mines, mineral and other deposits and properties, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce and amalgamate and otherwise treat, ores, metals and minerals whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof, or any interest therein ; to acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title, mines, mining lands, casements, mineral properties or any interest therein, minerals and ores and mining claims, options, powers, privileges, water and other rights, patent rights, letters patent of inventions, processes and mechanical or other contrivances, and either absolutely or conditionally, and either solely or jointly with others, and as principals agents, contractors, or otherwise, and to lease mortgage, place under license, hypothecate, sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part thereof, or any interest therein for the purpose of operating said mines ; to construct, maintain, work and operate on the property of the company or on property controlled by the company, waterpower, roads, pier, wharves, buildings, manufactories, shops, mills and other works and machinery, plant and electrical or other appliances of every description, and to buy, sell, manufacture and deal in all kinds of goods, stores implements provisions, chattels and effects required by the company or its workmen or servants ; to build, acquire, own, charter, navigate and use steam and other vessels ; to take, acquire, and hold as the consideration for ores, metals or minerals sold or otherwise disposed of, or for goods supplied, or for work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds of other securities of or

dre, acquérir et posséder comme considération de minéraux et métaux, ou minéraux vendus ou en disposer autrement, ou pour effets fournis, ou pour travail fait par contrat ou autrement, des actions, débetures, obligations ou autres garanties de la compagnie ou de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie, et de les vendre ou en disposer autrement, faire des arrangements pour les profits de partage, union d'intérêts, ou coopération avec toute autre personne ou compagnie faisant ou devant faire toutes affaires ou transactions qui peuvent être au bénéfice de cette compagnie; acheter ou autrement acquérir et entreprendre tous ou aucune partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toute personne ou compagnie faisant aucune partie des affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins d'iceux; payer pour tels achats ou acquisitions soit en argent ou en actions payées de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en telles actions de cette compagnie; faire tous tels actes, toutes telles affaires et choses en rapport ou nécessaires pour l'avancement des sus-dits objets ou aucun d'eux; louer, vendre la propriété et biens de la compagnie ou toute partie d'iceux pour telle considération que la compagnie peut juger à propos y compris les actions, débetures ou garanties de toute compagnie les achetant ou les acquérant ou en disposer autrement; aider par garantie, endossement, avances ou autrement, toute compagnie, actions de celles dont le fonds social a été acquis et sont en la possession de la compagnie, sous le nom de "The King of the North Gold Mines Company," avec un fonds social de un million (\$1,000,000), divisé en un million (1,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation se a dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-unième jour de décembre 1906.

JOS. BOIVIN,

4215

Sous-secrétaire de la province.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que l'Académie de Billard Marcotte s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa session de janvier 1907, pour demander l'autorisation de s'adjoindre des membres non actionnaires, moyennant une contribution annuelle et de leur donner l'usage des salles de l'Académie, de dix heures du matin à deux heures après minuit, au tarif fixé par l'Académie.

VICTOR GAUDET,

Sec. trés. et aviseur de la Cie.

Montréal, 20 décembre 1906.

4231

Avis est par les présentes donné par Joseph F. Desmarais, Sherbrooke, Herbert Simpson, Homer Vipond, Thos. J. Parks, G. P. Carreau, George F. Williams, tous de Montréal, et C. A. Palmer, de Sherbrooke, tous agents d'assurance sur la vie, et autres, qu'il s'adresseront à la prochaine session de la législature de Québec, pour être constituée en corporation avec toutes autres personnes qui se joindront à eux sous le nom de L'Association des Agents d'Assurance sur la Vie, de la province de Québec, "The Life Underwriters Association of the province of Québec, avec pouvoir d'estimer en justice, d'acquérir des biens, de régler l'admission et l'expulsion de ses membres, de limiter à ses membres l'exercice de la profession d'agent d'assurance sur la vie, de régler l'exercice de la dite profession, de faire des règlements pour sa gouverne intérieure, d'imposer des pénalités pour la violation des dits règlements et pour la pratique illégale de la dite profession, de déterminer le mode de recou-

in any company having objects similar to those of this company, and to sell or otherwise dispose of the same; to enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, or cooperation with any other person or company, carrying on or about to carry on any business or transaction which may be of benefit to this company; to purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities or any person or company carrying on any part of the business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose thereof; and to pay for such purchases or acquisitions either in money or in fully paid up shares of this company, or partly in money or partly in such shares of this company; to do all such acts, matters and things as are incidental or necessary to the due attainment of the above objects or any of them; to lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any company purchasing or acquiring the same; to aid by guarantee, endorsement, advances or otherwise any company, shares of whose capital stock has been acquired and are held by the company, under the name of The King of the North Gold Mines Company, with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation is in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty first day of December, 1906.

JOS. BOIVIN,

4216

Deputy Provincial Secretary.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that "l'Académie de Billard Marcotte will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in January 1907, to ask for power to associate to it members not shareholders, for a yearly contribution, and to grant them the use of the hall of the Academie, from ten o'clock in the forenoon to two o'clock after midnight, at the tariff fixed by the Academie.

VICTOR GAUDET,

Secretary treasurer and adviser of the Co.

Montreal, 20th December, 1906.

4232

Notice is hereby given by Joseph Desmarais, of Sherbrooke, Herbert Simpson, Homer Vipond, Thos. J. Parks, G. P. Carreau, George F. Williams, all of Montreal, and C. A. Palmer, of Sherbrooke, all life insurance agents, and others, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to be incorporated with all other persons who may be associated with them, by the name of "Life Underwriters Association of the province of Quebec," with power to appear in judicial proceedings, to acquire property, to regulate the admission and expulsion of its members, and to limit its members to the calling of life insurance agents, to regulate the exercise of the said calling, to make regulations for its internal government, to impose penalties for the violation of the said regulations, and the illegal exercise of the said calling, to fix the manner of recovery of the said penalties, to exact a yearly contribution from its members, to fix the composition of its managing board, the manner of electing

vrement de la dite pénalité, d'exiger de ses membres des contributions annuelles, de déterminer la composition de son conseil de direction, le mode d'élection des directeurs et la tenue des assemblées et pour l'octroi de tous pouvoirs incidents et nécessaires pour aucune des fins susdites.

MARTINEAU, LEMIEUX
& BRASSARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 20 décembre, 1906. 4235

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de la Québec, à sa prochaine session, par les fideicommissaires et exécuteurs des biens de feu Ebenezer Muir, en son vivant de Montréal, pour obtenir un acte afin d'interpréter le testament du dit feu Ebenezer Muir et pour autoriser les dits exécuteurs et fideicommissaires à vendre la propriété immobilière de la dite succession et recevoir le prix d'achat d'icelle, et pour réaliser l'actif des dits biens et aussi pour distribuer, payer et donner à chacun des héritiers et légataires leurs legs et parts légués à eux en vertu du dit testament, avec pouvoir de faire tous les actes nécessaires pour liquider les dits biens.

CHARLES RAYNES,
Soliciteur des requérants.

Montréal, 19 décembre 1906. 4239

Le curé et les marguilliers de la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe, dans le comté et district d'Ottawa, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi érigeant civilement la dite paroisse canonique, permettant l'élection de syndics et l'emprunt d'une certaine somme pour la construction d'une église et d'une sacristie dans la dite paroisse; autorisant de prélever les sommes voulues pour le paiement du dit emprunt et autres dépenses par des versements annuels répartis sur les immeubles des franc-tenanciers catholiques romains de la dite paroisse alors concédés ou occupés sans titre; pourvoyant pour l'avenir à la manière de prélever les dépenses nécessaires à la construction, réparation ou amélioration des édifices religieux, presbytère et cimetière de la dite paroisse.

Par ordre,

DOM. ANDRE MOUTTET,

C. St-I. L.

Nominigüe, 11 décembre 1906. 4241

Avis est donné par le soussigné que la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Lyster Station, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier la direction de sa ligne jusqu'à un point dans ou près de la cité de Sherbrooke, avec embranchements, et pour étendre le délai pour la bâtir.

ROMEO LANGLAIS,

Avocat de la requérante.

4245

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Frank McCrea, marchand de bois, de la cité de Sherbrooke, J. A. Bégin, notaire, de Windsor Mills, E. W. Tobin, marchand de bois, Bromptonville, et Ed. Hunt, courtier, de la cité de Québec, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation une compagnie de chemin de fer avec pouvoir d'établir, construire et opérer une ligne de chemin de fer partant d'un point dans ou près de la cité de Sherbrooke à un point dans ou près de la cité de Québec, avec embranchement, et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents et liés à la construction et à l'opération d'un tel chemin de fer.

ROMEO LANGLAIS,
Soliciteur des requérants.

4247

its directors, and the holding of its meetings, and for any other powers incidental and necessary for any of the above purposes.

MARTINEAU, LEMIEUX &
BRASSARD,

Advocates of petitioners.

Montreal, 20th December, 1906. 4236

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the trustees and executors of the estate of the late Ebenezer Muir, in his lifetime of Montreal, for an act to interpret the will of the said late Ebenezer Muir, and to authorize the said executors and trustees to sell the immoveable property of said estate and to receive the purchase price thereof, and to realise upon the assets of said estate and also to distribute, pay and hand over to the several heirs and legatees legacies and shares bequeathed to them under said will, with authority to do all acts and deeds necessary to wind up the said estate.

CHARLES RAYNES,
Solicitor for applicants.

Montreal, 19th December, 1906. 4240

The curé and church wardens of the parish of Saint Ignace de Loyola de Nominigüe, in the county and district of Ottawa, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a bill erecting the said canonical parish civilly, permitting the election of trustees and the borrowing of money for the erection of a church and of a sacristy in the said parish; authorizing the levy of the sums necessary for the repayment of the said loan and other expenses by yearly instalments imposed on the real estate of the roman catholic free holders of the said parish the conceded or occupied without title; providing for the future the manner of levying the moneys necessary for the building, repairs or improvement of the religious buildings, presbytery and cemeteries of the said parish.

By order,

DOM. ANDRE MOUTTET,

C. St-I. L.

Nominigüe, 11th December, 1906. 4242

Notice is given by the undersigned that the Lotbinière and Mégantic Railway Company, a body politic and corporate having its chief place of business at Lyster Station, in the county of Mégantic, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an extension of its line, and extension of the time to build the same.

ROMEO LANGLAIS,

Solicitor for applicants.

4246

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, by Frank McCrea, timber merchant, of the city of Sherbrooke, J. A. Bégin, notary, of Windsor Mills, E. W. Tobin, lumber merchant, Bromptonville, and Ed. Hunt, broker, of the city of Quebec, for the passing of an act to incorporate a railway company with power to establish, construct and operate a line of railway from a point in or near the city of Sherbrooke to a point in or near the city of Quebec, and branches, and granting such other powers as may be incidental to or connected with the operation of such railway.

ROMEO LANGLAIS,

Solicitor for applicants.

4248

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, application sera faite en faveur de M. Charles Cushing et autres, propriétaires des immeubles sous-mentionnés, pour obtenir un acte amendement la charte de la cité de Montréal, à l'effet que la valeur actuelle de leurs propriétés situées sur le Parc Lafontaine ou Avenue Papineau, dans la cité de Montréal, serve de base à l'indemnité à être payée aux propriétaires des dites propriétés lors de leur expropriation.

CRAMP & EWING,
Avocats des requérants
Montréal, 19 décembre 1906. 4243

Avis est par le présent donné que le synode du diocèse de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'enlever tous doutes quant à la validité du décret pour l'élection d'un évêque coadjuteur, adopté à une session spéciale du synode du diocèse de Montréal, le quatrième jour de mars 1902, en autant qu'elle concerne l'élection déjà faite à cette fin du Très Révérend James Carmichael et son droit de succession à l'épiscopat du diocèse sur un siège vacant; pour déclarer que le dit Très Révérend James Carmichael, au décès de feu le Très Révérend William Bennett Bond est devenu évêque de Montréal, et investi de tous les pouvoirs concernant cette charge, et pour ratifier et confirmer tous les actes faits par lui comme évêque de Montréal depuis le décès du dit feu le Très Révérend William Bennett Bond.

L. H. DAVIDSON,
Procureur du requérant.
Montréal, 19 décembre 1906. 4197

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le septième jour de février 1907, à dix heures a. m., aux Nos 99 et 101, rue Metcalfe, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois; et sur le produit de la vente, la compagnie se Meta de ses taxes et de tous frais raisonnables pour l'emmagasinage, les annonces et la vente de ces marchandises et effets, et le surplus du produit de la dite vente, s'il en reste, sera retenu par la compagnie pendant une période de trois mois, pour être remis à quiconque y aura droit.

La compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique,

Par W. G. ANNABLE,
Agent général du bagage.
Montréal, 20 décembre 1906. 4237

Canada,
Province de Québec,
District de Rimouski.
Bureau du conseil municipal de la première division
du comté de Rimouski.

A une séance générale du dit conseil, tenue en la ville de Saint-Germain de Rimouski, mercredi, le treizième jour de juin, mil neuf cent six, il a été passé la résolution suivante :

Proposé par M. Michel Parent, maire de Saint-Valérien, secondé par M. Ernest Rioux, maire de Saint-Gabriel, que la requête de MM. Nap. Aubin et autres, demandant l'annexion d'une partie de la paroisse de Sainte-Flavie au village de Mont-Joli, (Notre-Dame de Lourdes), soit accordée, et que les bornes du dit territoire annexé soient les mêmes

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made in behalf of Charles Cushing and others, proprietors of the under-mentioned property, for an act to amend the charter of the city of Montreal, so that the actual value of their property situated on Park Lafontaine or on Papineau Avenue, in the city of Montreal, shall be the basis of indemnity to be paid the proprietors on the said property being expropriated.

CRAMP & EWING,
Attorneys for applicants.
Montreal, 19th December, 1906. 4244

Notice is hereby given that the synod of the diocese of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to remove all doubts as to the validity of the canon for the election of a co-adjutor bishop adopted at the special session of the synod of the diocese of Montreal, on the fourth day of March, 1902, in so far as concerns the election already held thereunder of the right reverend James Carmichael and his right to succeed to the bishopric of the diocese upon a vacancy in the see; to declare the said Right Reverend James Carmichael, upon the death of the late most Reverend William Bennett Bond to have become Lord Bishop of Montreal, and vested with all the rights appertaining to that office, and to ratify and confirm all acts done by him as Lord Bishop of Montreal since the death of the said late most Reverend William Bennett Bond.

L. H. DAVIDSON,
Attorney for applicant.
Montreal, 19th December, 1906. 4198

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the seventh day of February, 1907, at ten o'clock a. m., at Nos. 99 and 101, Metcalfe street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months; and that the company out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and reasonable charges for storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per W. G. ANNABLE,
General baggage agent.
Montreal, 20th December 1906. 4238

Canada,
Province of Quebec,
District of Rimouski.
Office of the municipal council of the first division
of the county of Rimouski.

At a general meeting of the said council, held at its usual place of meeting, in the town of Saint-Germain de Rimouski, on Wednesday, the thirteenth day of June, one thousand nine hundred and six, the following resolution was passed :

Moved by Mr. Michel Parent, mayor of Saint-Valérien, seconded by Mr. Ernest Rioux, mayor of Saint-Gabriel, that the petition was presented to the council on behalf of Messrs. Napoleon Aubin and others asking for the annexation of a part of the parish of Sainte-Flavie to the village of Mont Joli (Notre-Dame de Lourdes), be granted,

que les bornes données par le démembrement canonique.

Que les biens impossibles compris dans le territoire annexé, demeurent affectés et obligés aux frais de construction et réparation du pont de la rivière Méta.

Pour la motion, le proposeur (M. M. Parent), le second (M. E. Rioux), MM. Pierre Proulx, Nap. Thibault, Ferd. Jean, L. Pelletier, T. Beaulieu, L. Taché, J. McWilliam, E. Gauthier, P. Meunier, P. Pinault, Nap. Fréchette; contre la motion, M. Jos. Roy.

Que les frais encourus par cette requête soient payés par les signataires de cette dite requête.

La résolution est adoptée.

Je, soussigné, Charles Arthur St-Pierre, secrétaire-trésorier du susdit conseil, déclare que la résolution ci-haut mentionnée est une vraie copie conforme aux livres et délibérations du susdit conseil.

Donné à la ville de Saint-Germain de Rimouski, au bureau du secrétaire, le treize décembre mil neuf cent six.

C. A. ST-PIERRE,
S. T. C. M. P. D. C. R.

La résolution ci-dessus a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, le deuxième jour de novembre mil neuf cent six. Elle a été publiée plus au long dans la *Gazette Officielle*, les dix-sept et vingt-quatre (17 et 24) novembre dernier. La présente publication est faite parce que des mots importants ont été omis dans la première publication.

C. A. ST-PIERRE,
S. T. C. M. P. D. C. R.

4199

Avis de Faillites

In re Alexis Charbonneau & fils, de Magog, Qué.,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 8^{ème} jour de janvier 1907, après quelle date les paiements seront faits à mon bureau No. 87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.

J. P. ROYER,
Curateur.
4205

Daté ce 21 décembre 1906.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Charles Mignault, Demandeur ;
vs

Lajeunesse & Duclos, marchands de produits, de la cité de Montréal, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le treizième jour de décembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens des dits défendeur, qui en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 15 décembre 1906. 4227

Dans l'affaire de A. E. Armstrong, de la cité de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 7^e jour de janvier 1907, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,
Curateur.
4229

Montréal, 19 décembre 1906.

and that the boundaries of the said territory be annexed the same as the boundaries setforth by the canonical dismemberment.

That the taxa le property comprised in the territory annexed, continue to be bound and obliged for the cost of, building and repairing the bridge over the river Metis.

For the motion, the mover (Mr. M. Parent), the second (Mr. E. Rioux), Messrs. Pierre Proulx, Nap. Thibault, Ferd. Jean, L. Pelletier, T. Beaulieu, L. Taché, J. McWilliam, E. Gauthier, P. Meunier, P. Piault, Nap. Fréchette; against the motion, Mr. Jos. Roy.

That the costs incurred on this petition be paid by the signers of the said petition.

The resolution is passed.

I, the undersigned, Charles Arthur St. Pierre, secretary treasurer of the aforesaid council, declare that the resolution above mentioned is a true copy from the books and deliberations of the said council.

Given in the town of Saint Germain de Rimouski, at the secretary's office, on the thirteenth ay of December, one thousand nine hundred and six.

C. A. ST. PIERRE,
S. T. M. C. F. D. C. R.

The foregoing resolution was approved by the Lieutenant Governor in Council, on second day of November, one thousand nine hundred and six. It was published more fully in the *Official Gazette*, on the seventeen'h and twenty fourth (17 and 24) days of November last. The present publication is made because important words have been omitted in the first publication.

C. A. ST. PIERRE,
S. T. M. C. F. D. C. R.

4200

Bankrupt Notices

In re Alexis Charbonneau & fils, of Magog, Que.,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 8th day of January, 1907, after which date payments will be made at my office, No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que.

J. P. ROYER,
Curator.
4206

Dated, 21st December, 1906.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of Charles Mignault, Plaintiff ;
vs

Lajeunesse & Duclos, produce merchants, of the city of Montreal, Défendants.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the thirteenth day of December, 1906, I was appointed curator to the property of above named, who has made an assignment for the benefit of their creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to be collocated for the dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 15th December, 1906. 4228

In the matter of A. E. Armstrong, of the city of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been declared open to objection until Monday, 7th January, 1907, after which date dividends will be payable.

JOHN HYDE,
Curator.
4230

Montreal, 19th December, 1906.

Avis est par le présent donné que Adolphe Otis, de Sainte-Félicité, comté de Rimouski, a fait cession de ses biens le 18 décembre 1906.

4217 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Avis est par le présent donné que les sousaigués ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Frank de Paris, de Québec, bijoutier, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
Montréal, 20 décembre 1906. 4219

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Herménégilde Deschênes, de Price Village, comté de Rimouski, marchand, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
Québec, 20 décembre 1906. 4221

Avis est donné qu'un premier dividende a été déclaré dans l'affaire de Lucien Levesque, du Lac Mégantic, marchand, insolvable, payable le ou après le 9 janvier 1907.

4223 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
In re Angèle Dalphond, "R. & A. Masse"

Failli.

Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Davidson, le 20e jour de décembre 1906.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau (s'ils ne l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

R. X. BILODEAU,
Curateur.
Montréal, 20 décembre 1906. 4225

Index de la Gazette Officielle de Québec No 51.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Allard vs Côté, 1839 ; Bolduc vs Gauthier, 1838 ; Caron vs Bélanger, 1838 ; DesBecquets vs Baron, 1839 ; Delisle vs Forget, 1837 ; Desnoyers vs Clément, 1836 ; Dubeau vs Gagnon, 1836 ; Hall vs Speir, 1838 ; Jodoin vs Provost, 1839 ; Labelle vs Clairoux, 1837 ; Laporte vs Plourde, 1839 ; Martin vs Lapointe, 1837 ; McAllister vs Millet, 1838 ; Mercier vs Buteau, 1838 ; Nolan vs Thomas, 1839 ; Patton vs Stewart, 1837 ; Plante vs Légaré, 1837 ; Poitras vs Bannon, 1837 ; Tardif vs Desrochers, 1839.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dmes Beaudet vs Claisse, 1836 ; Cowans vs Hunter, 1838.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1813.

AVIS : — Cour d'Echiquier du Canada, 1815 ; Lakeside Cemetery Coy, 1840.

Notice is hereby given that Adolphe Otis, of Ste Felicité, county of Rimouski, has made an assignment of his estate on the 18th of December, 1906.

4218 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Frank de Paris, of Quebec, jeweller, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Quebec, 20th December, 1906. 4220

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Hermenégilde Deschenes, of Price Village, county of Rimouski, merchant, insolvent.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims duly attested within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Quebec, 20th December, 1906. 4222

Notice is given that a first dividend sheet has been declared in the matter of Lucien Levesque, of Lake Megantic, merchant, insolvent, payable on or after the 9th of January, 1907.

4224 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
In re Angele Dalphond, "R. & A. Masse"

Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent estate by Honorable judge Davidson, on the 20th day of December, 1906.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so), No 15, Saint James street, Montreal, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
Curator.
Montreal, 20th December, 1906. 4226

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Allard vs Côté, 1839 ; Bolduc vs Gauthier, 1838 ; Caran vs Belanger, 1838 ; DesBecquets vs Baron, 1839 ; Delisle vs Forget, 1837 ; Desnoyers vs Clément, 1736 ; Dubeau vs Gagnon, 1836 ; Hall vs Speir, 1838 ; Jodoin vs Provost, 1839 ; Labelle vs Clairoux, 1837 ; Laporte vs Plourde, 1839 ; Martin vs Lapointe, 1837 ; McAllister vs Millet, 1838 ; Mercier vs Buteau, 1838 ; Nolan vs Thomas, 1839 ; Patton vs Stewart, 1837 ; Plante vs Légaré, 1837 ; Poitras vs Bannon, 1837 ; Tardif vs Desrochers, 1839.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dmes Beaudet vs Claisse, 1836 ; Cowans vs Hunter, 1838.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, etc., 1813.

NOTICES : — Exchequer Court of Canada, 1815 ; Lakeside Cemetery Coy, 1840.

ME

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—
Assemblée législative, 1818 ; Conseil législatif,
1817.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Municipalité du canton
Granby, comté de Shefford, 1847.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—
Silver Lion Mining & Development Coy, 1847.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Belleau, Raymond,
1789 ; Black Lake Chrome & Asbestos Coy,
1833 ; Boivin, Elzéar et al, 1821 ; Bureau des
commissaires d'écoles protestantes de la cité
de Québec, 1836 ; Bureau des commissaires
d'écoles protestantes de la cité de Montréal,
1836 ; Cité de Québec, 1822 ; Commercial
Burglary Plate Glass Insurance Coy, 1829 ;
Compagnie d'Assurance Mutuelle du commerce
contre le feu, 1828 ; Compagnie de chemin de
fer de Lotbinière et Mégantic, 1849 ; Compa-
gnie du chemin de fer de la Gaspésie, 1822 ;
Compagnie des Boulevards de l'île de Montréal,
1824 ; Corporation de la ville de Longueuil,
1823 ; Corporation de la cité de Sherbrooke,
1832 ; Corporation de la ville de N.-D. de
Grâces, 1828 ; Corporation du village de Ver-
dun, 1828 ; Cushing, Charles et al, 1850 ;
Héritiers Ferdinand David, 1835 ; Héritiers
James Jack, 1836 ; Lachance, Louis et al, 1824 ;
La cité de Montréal, 1835 ; La compagnie du
chemin de fer Québec et de l'île d'Orléans,
1834 ; Lacombe et al (Delles), 1827 ; La Cie de
Pulpe de Métabetchouan, 1789 ; La Cie Equi-
table d'Assurance Mutuelle contre le feu,
1830 ; La Corporation des Sœurs de Sainte-
Croix et des Sept-Douleurs, 1790 ; Langevin,
Hectorine (Dme) et al, 1831 ; L'Assistance
Publique, 1790 ; L'Association des Constructeurs
de Québec, 1808 ; Le Crédit Municipal Cana-
dien, 1829 ; Laquarium, 1823 ; La Société des
Artisans Canadiens Français, 1834 ; La ville
de Beauharnois, 1825 ; Le chemin de fer
de Québec au Lac Champlain, 1826 ; L'Asso-
ciation des agents d'assurance sur la vie de la
province de Québec, 1848 ; L'Académie de
Billard Marcotte, 1848 ; Le curé et marguilliers
de la paroisse de Saint-Ignace de Loyala de
Nominigüe, 1849 ; Les syndics de l'école de
Saint-Edouard, à Beauport, 1832 ; Lower Saint
Lawrence Power Coy, 1790 ; Marion, Joseph,
1823 ; Merchants' Light Power Co., 1821 ;
Montreal Street Railway Coy, 1734 ; Muir,
William, 1789 ; Muir, Ebenezer, succession,
1849 ; North Shore Power Coy, 1833 ; Pratt,
John, succession, 1826 ; Préfontaine, Toussaint,
1932 ; Shawinigan Carbide Coy, 1829 ; Shawi-
nigan Water & Power Coy, 1787 ; Société de
l'Hôpital Général de Montréal, 1834 ; Suc-
cession Louis Tourville, 1835 ; Syndics des
écoles dissidentes de la ville de Beauharnois,
1827 Syndics de la paroisse de Sainte-Cuné-
gonde, 1821 ; Synode du diocèse de Montréal,
1823 ; Tartre et al, 1829 ; The Chibougamou and
James Bay Railway Coy, 1823 ; The Philips-
burg Railway and Quarry Coy, 1822 ; The
Shawinigan Lake's Power and Electric Coy,
1825 ; The Saint Lawrence Pressed Brick and
Terra Cotta, 1821 ; Thibodeau et al, 1832 ; The
Engineers Club of Montreal, 1827 ; Ville de
Saint-Louis, 1833 ; Ville d'Iberville, 1828 ;
Ville de Westmount, 1826 ; Villeneuve, Frédé-
ric et al, 1834 ; Westcott (Dme), 1827.

EXAMEN :—Baireau :—Montréal, 1840 ; Québec,
1841 ; Saint-François, 1841.

FAILLIS :—Armstrong, 1851 ; Bherour, 1842 ;
Buchanan & Fils, 1842 ; Charbonneau & Fils,
1851 ; Dalphond, 1852 ; DeParis, 1852 ; Des-
chênes, 1852 ; Lajeunesse & Duclos, 1851 ;
Le Syndicat de Fraserville, 1842 ; Otis, 1852 ;

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—
Legislative Assembly, 1818 ; Legislative Coun-
cil, 1817.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—Municipality of the
township of Granby, county of Shefford, 1847.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Silver
Lion Mining & Development Coy, 1847.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Belleau,
Raymond, 1789 ; Black Lake Chrome & Asbes-
tos Coy, 1833 ; Boivin, Elzéar et al, 1821 ;
Protestant Board of school commissioners of
the city of Québec, 1736 ; Protestant board
of school commissioners of the city of Montréal,
1836 ; City of Québec, 1822 ; Commercial
Burglary Plate Glass Insurance Coy, 1829 ;
Commercial Mutual Fire Insurance Coy, 1828 ;
The Lotbinière and Mégantic Railway Coy,
1849 ; Gaspeian Railway Coy, 1822 ; The
Montreal Island Boulevard Co, 1824 ; Corpo-
ration of the town of Longueuil, 1823 ; Corpo-
ration of the city of Sherbrooke, 1832 ; Corpo-
ration of the town of N. D. de Grâces, 1828 ;
Corporation of the village of Verdun, 1828 ;
Cushing, Charles et al, 1850 ; Heirs Ferdinand
David, 1835 ; Heirs James Jack, 1836 ; Lachan-
ce, Louis et al, 1824 ; The city of Montreal,
1835 ; The Quebec and Island of Orleans
Railway Company, 1834 ; Lacombe et al
(Mises), 1827 ; La Cie de Pulpe de Méta-
betchouan, 1789 ; The Equitable Mutual Fire
Insurance Coy, 1830 ; La Corporation de Sainte
Croix et des Sept Douleurs, 1790 ; Langevin
Hectorine (Dme) et al, 1831 ; L'Assistance
Publique, 1790 ; The Quebec Builders' Associa-
tion, 1808 ; Le Crédit Municipal Cana-
dien, 1829 ; Laquarium, 1823 ; La Société des
Artisans Canadiens Français, 1834 ; The town
of Beauharnois, 1825 ; The Railway Company
from Quebec to Lake Champlain, 1826 ; The
Life underwriters Association of the province
of Québec, 1848 ; L'académie de Billard Mar-
cotte, 1848 ; The curate and wardens of the
parish of Saint Ignace de Loyala de Nominigüe,
1849 ; Les syndics de l'école de Saint
Edouard, à Beauport, 1932 ; Lower Saint
Lawrence Power Coy, 1790 ; Marion, Joseph,
1823 ; Merchant's Light Power Co, 1821 ;
Montreal Street Railway Coy, 1834 ; Muir,
William, 1789 ; Muir, Ebenezer, estate, 1849 ;
North Shore Power Coy, 1833 ; Pratt, John,
estate, 1826 ; Préfontaine, Toussaint, 1831 ;
Shawinigan Carbide Coy, 1787 ; Shawinigan
Water & Power Coy, 1829 ; Society of the
Montreal General Hospital, 1834 ; Estate Louis
Tourville, 1835 ; Dissident School Trustees of
the town of Beauharnois, 1827 ; Trustees of
the parish of Sainte Cunégonde, 1821 ; Synod
of the diocese of Montreal, 1823 ; Tartre et
al, 1829 ; The Chibougamou and James Bay
Railway Coy, 1823 ; The Philipsburg Railway
and Quarry Coy, 1822 ; The Shawinigan Lake's
Power and Electric Coy, 1825 ; The Saint
Lawrence Brick and Terra Cotta, 1821 ; Thi-
bodeau et al, 1791 ; The Engineers' Club of
Montreal, 1827 ; Town of Saint Louis, 1833 ;
Town of Iberville, 1828 ; Town of Westmount,
1826 ; Villeneuve, Frédéric et al, 1834 ; West-
cott (Dme), 1827.

EXAMINATION :—B. F. :—Montréal, 1840 ; Québec,
1841 ; Saint-François, 1841.

INSOLVENTS :—Armstrong 1851 ; Bherour, 1842 ;
Buchanan & Sons, 1842 ; Charbonneau & Fils,
1851 ; Dalphond, 1852 ; DeParis, 1852 ;
Deschênes, 1852 ; Lajeunesse & Duclos, 1851 ;
Le Syndicat de Fraserville, 1842 ; Otis, 1852 ;

Perreault, 1842; Viens & Savard, 1841; Tremblay, 1842; Whitchead, 1841.

LETRES PATENTES:—King of the North Gold Mines Coy, 1848; La Cie des Eaux et de l'Electricité de Chicoutimi, 1815; The Vulcan Soot Cleaner, 1815.

MEMBRE ÉLU:—Louis Albin Thériault, Iles de la Madeleine, 1813.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE:—Demande d'annexer ou d'ériger, etc.:—Divers numéros de la municipalité de la Rivière Ouelle à Saint-Pacôme, 1816; Municipalité de Saint-Ludger à divers numéros du canton Marlow, 1816.

NOMINATIONS:—Commissaires et syndics d'écoles:—Bonaventure, 1846; Pontiac, 1846; Québec, 1846.

Conseillers municipaux:—Saint-Christophe, 1846.

Jugés de paix:—Montmagny, 1814; Montréal, 1814; Saint-Hyacinthe, 1813.

NOTAIRES, MINUTES DE DEMANDE DE TRANSFERT:—Par Louis Albert Bédard, 1815; Par Louis Joseph Emilien Brais, 1816.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres pour dépêche des affaires, 1814.

RÉSOLUTION:—Conseil municipal du comté de Rimouski, No 1 1850.

TERRES ET FORETS:—Vente de limite à bois, 1816.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES:—Cie de chemin de fer Canadien du Pacifique Canadien, 1850.

VENTES PAR LES SHERIFFS.

CHICOUTIMI:—The Bank of Ottawa vs Julien, 1842.

IBERVILLE:—Beaudin et al vs Dme Grant et al, 1843.

MONTRÉAL:—Rochette vs Dubois, 1844.

OTTAWA:—Perrier (Dme) et vir vs Delle Veruille, 1844.

QUÉBEC:—La cité de Québec vs Beaulé, 1846; La cité de Québec vs Delle Levesque, 1845; La cité de Québec vs Dme Robert, 1845.

RIMOUSKI:—Roy dit Desjardins vs Mercier, 1845.

SAINT-HYACINTHE:—Desrosiers vs Parenteau, 1846.

Perreault, 1842; Viens & Savard, 1841; Tremblay, 1842; Whitcheard, 1841.

LETTERS PATENT:—King of the North Gold Mines Coy, 1848; La Cie des Eaux et de l'Electricité de Chicoutimi, 1815; The Vulcan Soot Cleaner, 1815.

MEMBER ELECTED:—Louis Albin Thériault, Iles de la Madeleine, 1813.

SCHOOL MUNICIPALITY:—Application to annex or to erect, &c.:—Several numbers of the municipality of the Rivière Ouelle to Saint-Pacôme, 1816; Municipality of Saint-Ludger to several numbers of the township Marlow, 1816.

APPOINTMENTS:—Commissioners and schools trustees:—Bonaventure, 1846; Pontiac, 1846; Quebec, 1846.

Municipal counoillors:—Saint-Christophe, 1846.

Justices of the peace:—Montmagny, 1814; Montreal, 1814; Saint-Hyacinthe, 1813.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER:—By Louis Albert Bédard, 1815; By Louis Joseph Emilien Brais, 1816.

PROCLAMATION:—Parliament convoked for dispatch of business, 1814.

RÉSOLUTION:—Municipal council of the county of Rimouski, No. 1, 1850.

LANDS AND FORESTS:—Sale of a timber limit, 1816.

SALE BY PUBLIC AUCTION:—Canadian Pacific Railway Coy, 1850.

SHERIFFS' SALES:

CHICOUTIMI:—The Bank of Ottawa vs Julien, 1842.

IBERVILLE:—Beaudin et al vs Dme Grant et al, 1843.

MONTRÉAL:—Rochette vs Dubois, 1844.

OTTAWA:—Perrier (Dme) et vir vs Delle Verville, 1844.

QUÉBEC:—The city of Quebec vs Beaulé, 1845; The city of Quebec vs Delle Levesque, 1845; The city of Quebec vs Dme Robert, 1845.

RIMOUSKI:—Roy dit Desjardins vs Mercier, 1845.

SAINT-HYACINTHE:—Desrosiers vs Parenteau, 1846.